

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Marahiti 116
N° 6

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 28
no Feppure 1967**ABONNEMENTS**Un an Six mois 3 mois
(francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du journal.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 30 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.
Publications de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****Actes du Pouvoir Central**

Pages

1966 31 déc.	Décret n° 66-1078 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes. (Arrêté de promulgation n° 355 AA du 2 février 1967).	137
1967 4 janv.	Loi n° 67-16 modifiant certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. (Arrêté de promulgation n° 419 AA du 10 février 1967).	141
4 janv.	Loi n° 67-17 modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques. (Arrêté de promulgation n° 419 AA du 10 février 1967).	142
23 janv.	Décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction du centre émetteur de radio-diffusion sonore à Mahina (Ile de Tahiti), Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 365 AA du 6 février 1967).	143
23 janv.	Arrêté ministériel portant désignation d'un commissaire du Gouvernement auprès de la société de crédit et de développement de l'Océanie. (Arrêté de promulgation n° 484 AA du 15 février 1967).	144
27 janv.	Arrêté interministériel fixant le montant minimum de la participation aux bénéfices à attribuer par les sociétés d'assurances sur la vie. (Arrêté de promulgation n° 430 AA du 13 février 1967).	144

Textes officiels publiés à titre d'information

1967 30 janv.	Décret n° 67-84 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral. (J.O.R.F. des 30 et 31 janvier 1967 — page 1100).	146
---------------	--	-----

Actes du Gouvernement Local

1967 31 janv.	Arrêté n° 297 AA fixant les conditions dans lesquelles les documents électoraux seront imprimés.	146
2 fév.	Arrêté n° 313 AC/DIR portant définition des itinéraires et procédures de survol VFR par les aéronefs de tourisme et de travail aérien entre Tahiti et les îles des archipels de la région d'information de vol de Tahiti.	147
3 fév.	Arrêté n° 356 AA/ENR rendant exécutoire la délibération n° 66-126 du 21 décembre 1966 exemptant de tous droits d'enregistrement et de transcription un acte d'acquisition d'une propriété immobilière effectué par l'association sportive « Central sport ».	148
3 fév.	Arrêté n° 357 AA portant relevé définitif des candidats aux élections législatives du 5 mars 1967 pour la Polynésie française.	149
6 fév.	Arrêté n° 362 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-3 du 16 janvier 1967 portant cession gratuite à la commune de Papeete du terrain domanial territorial dit « terrain de la maison d'arrêt de Tipaerui » à Papeete.	150
8 fév.	Arrêté n° 386 ODT portant exécution de la délibération du 30 novembre 1966 du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française adoptant le budget rectificatif de l'office pour l'exercice 1966.	150

9 fév.	Arrêté n° 389 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-2 du 16 janvier 1967 portant cession gratuite à la société mutuelle de développement rural à Pueu d'un emplacement du domaine public maritime à Pueu, d'une superficie de 5.880 m ² .	151
9 fév.	Décision n° 390 PLAN autorisant la SMDR de Pueu à se charger de l'exécution des travaux de construction et d'aménagement du centre d'artisanat et de tourisme de Pueu et fixant les modalités de règlement des dépenses de cette opération.	151
9 fév.	Arrêté n° 394 ELV organisant des campagnes de plongée dans certains lagons.	152
9 fév.	Arrêté n° 395 CD accordant divers dégrèvements de cotes inscrites sur les rôles des exercices 1965 et 1966 perçus au profit du budget local.	153
9 fév.	Arrêté n° 396 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé.	153
9 fév.	Arrêté n° 397 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé.	153
9 fév.	Arrêté n° 398 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé.	154
9 fév.	Arrêté n° 399 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé.	154
9 fév.	Arrêté n° 400 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé.	155
9 fév.	Autorisant n° 402 AA autorisant le report de la date de tirage d'une tombola.	155
10 fév.	Arrêté n° 418 AA relatif aux bureaux de vote pour les élections du représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale.	155
13 fév.	Décision n° 429 AA autorisant un interdit de séjour à résider temporairement à Tahiti.	157
15 fév.	Arrêté n° 488 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local, pour les exercices 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966.	157
15 fév.	Arrêté n° 489 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, Faaa et Uturoa, pour l'exercice 1966.	158
15 fév.	Arrêté n° 490 CD rendant exécutoire le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception de Tahiti, pour l'exercice 1967.	159
15 fév.	Arrêté n° 491 AE/CT portant fixation de prix de vente de cigarettes, cigares et cigarillos.	159
20 fév.	Arrêté n° 511 AA modifiant et complétant l'arrêté n° 418 AA du 10 février 1967 relatif aux bureaux de vote pour les élections du représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale.	160
	Extraits.	161

Avis officiels

Service de l'urbanisme.— Rectificatif au règlement d'urbanisme.	165
Service des affaires économiques.— Indice du coût de la vie au 1er février 1967.	165
Rectificatif concernant une enquête de commodo et incommodo.	165
Enquêtes de commodo et incommodo :	
M. Gooding Raymond.	165
M. Conrad Thième.	165
M. Aromaiteraï Tahī.	166
M. René Leboucher, président de l'amicale des anciens élèves et amis de l'école des frères.	166
Service des douanes.— Cours des changes.	166

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.	166
Annonces diverses.	169

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 355 AA du 2 février 1967 *promulguant un acte du pouvoir central.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué, dans le territoire, pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 66-1078 du 31 décembre 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes, (publié au J.O.R.F. n° 9 du 11 janvier 1967 - page 483).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 2 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DECRET n° 66-1078 du 31 décembre 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'équipement ;

Vu la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes ;

Après avis du Conseil d'Etat,

Décète :

TITRE Ier

Affrètement du navire.

Chapitre Ier

Règles générales.

Article 1er.— Les conditions et les effets de l'affrètement sont définis par les parties au contrat et, à défaut, par les dispositions du titre Ier de la loi susvisée du 18 juin 1966 et celles du présent titre.

Art. 2.— L'affrètement est prouvé par écrit. La charte-partie est l'acte qui énonce les engagements des parties.

Cette règle de preuve ne s'applique pas aux navires de moins de 10 tonneaux de jauge brute.

Art. 3.— Si le frèteur n'est point payé lors du déchargement des marchandises, il ne peut les retenir dans son navire, mais il peut les consigner en mains tierces et les faire vendre, sauf à l'affréteur à fournir caution.

La consignation est autorisée par ordonnance sur requête ; la vente par ordonnance de référé.

Art. 4.— Le délai de prescription des actions nées des contrats d'affrètement court :

Pour l'affrètement au voyage, depuis le débarquement complet de la marchandise ou l'événement qui a mis fin au voyage ;

Pour l'affrètement à temps et pour l'affrètement « coque nue », depuis l'expiration de la durée du contrat ou l'interruption définitive de son exécution ;

Pour le sous-affrètement, dans les conditions réglées ci-dessus selon que le sous-affrètement est au voyage ou à temps.

Chapitre II

Affrètement au voyage.

Art. 5.— La charte-partie au voyage énonce :

- 1° Les éléments d'individualisation du navire ;
- 2° Les noms du frèteur et de l'affréteur ;
- 3° L'importance et la nature de la cargaison ;
- 4° Les lieux de chargement et de déchargement ;
- 5° Les temps prévus pour le chargement et le déchargement ;
- 6° Le taux du fret.

Art. 6.— Le frèteur s'oblige :

1° A présenter à la date et au lieu convenus et à maintenir pendant le voyage le navire désigné en bon état de navigabilité, armé et équipé convenablement pour accomplir les opérations prévues dans la charte-partie ;

2° A faire toutes diligences qui dépendent de lui pour exécuter le ou les voyages prévus à la charte-partie.

Art. 7.— Le frèteur conserve la gestion nautique et commerciale du navire.

Art. 8.— L'affréteur doit mettre à bord la quantité de marchandises énoncée par la charte-partie. A défaut, il paie néanmoins le fret prévu pour cette quantité.

Art. 9.— L'affréteur doit charger et décharger la marchandise. Il y procède dans les délais alloués par la charte-partie.

Si celle-ci établit distinctement un délai pour le chargement et un délai pour le déchargement, ces délais ne sont pas réversibles et doivent être décomptés séparément.

Art. 10.— Le point de départ et la computation des jours de planche sont réglés suivant l'usage du port où ont lieu les opérations et, à défaut, suivant les usages maritimes.

Art. 11.— En cas de dépassement des délais, l'affréteur doit des surestaries qui sont considérées comme un supplément du fret.

Art. 12.— Le contrat est résolu sans dommages-intérêts de part ni d'autre si, avant le départ du navire, survient une interdiction de commercer avec le pays pour lequel il est destiné ou tout autre événement de force majeure qui rend impossible l'exécution du voyage.

Art. 13.— L'affréteur peut résilier le contrat avant tout commencement de chargement. Il doit, en pareil cas, une indemnité correspondant au préjudice subi par le frèteur et au plus égale au montant du fret.

Art. 14.— S'il existe un cas de force majeure qui n'empêche que pour un temps la sortie du navire, les conventions subsistent et il n'y a pas lieu à dommages-intérêts à raison du retard.

Elles subsistent également et il n'y a lieu à aucune augmentation de fret si la force majeure arrive pendant le voyage.

L'affréteur peut décharger la marchandise à ses frais et doit le fret entier.

Art. 15.— Dans le cas d'empêchement durable d'entrée dans le port, le capitaine doit obéir aux ordres donnés d'un commun accord par le frèteur et l'affréteur ou, à défaut, se rendre dans un port voisin où il pourra décharger.

Art. 16.— En cas d'arrêt définitif du navire en cours de route par l'effet d'un événement non imputable au frèteur, l'affréteur doit le fret de distance.

Art. 17.— En cours de route, l'affréteur peut faire décharger la marchandise mais doit payer le fret entier stipulé pour le voyage ainsi que les frais entraînés par l'opération.

Cette faculté n'existe que si le navire fait l'objet d'un seul affrètement.

Chapitre III

Affrètement à temps.

Art. 18.— La charte-partie énonce :

- 1° Les éléments d'individualisation du navire ;
- 2° Les noms du frèteur et de l'affréteur ;
- 3° Le taux du fret ;
- 4° La durée du contrat.

Art. 19.— Le frèteur s'oblige à présenter à la date et au lieu convenus et à maintenir pendant la durée du contrat le navire désigné en bon état de navigabilité, armé et équipé convenablement pour accomplir les opérations prévues à la charte-partie.

Art. 20.— Le frèteur conserve la gestion nautique du navire.

Art. 21.— La gestion commerciale du navire appartient à l'affréteur.

Tous les frais inhérents à cette exploitation commerciale du navire sont à sa charge, notamment les soutes dont il doit pourvoir le navire, d'une qualité propre à assurer le bon fonctionnement des appareils.

Art. 22.— Le capitaine doit obéir, dans les limites tracées par la charte-partie, aux instructions que lui donne l'affréteur pour tout ce qui concerne la gestion commerciale du navire.

Art. 23.— Le fret court du jour où le navire est mis à la disposition de l'affréteur dans les conditions du contrat.

Il est payable par mensualité et d'avance.

Il n'est pas acquis à tout événement.

Art. 24.— Le fret n'est pas dû pour les périodes durant lesquelles le navire est commercialement inutilisable, si du moins l'immobilisation du navire dépasse vingt-quatre heures.

Chapitre IV

Affrètement « coque nue ».

Art. 25.— Le frèteur s'oblige à présenter, à la date et au lieu convenus, le navire désigné en bon état de navigabilité et apte au service auquel il est destiné.

Art. 26.— Le frèteur a la charge des réparations et des remplacements dus au vice propre du navire.

Si le navire est immobilisé par suite d'un vice propre, aucun loyer n'est dû pendant l'immobilisation, si celle-ci dépasse vingt-quatre heures.

Art. 27.— L'affréteur peut utiliser le navire à toutes fins conformes à sa destination normale.

Il a l'usage du matériel et des équipements du bord, à charge d'en restituer en fin de contrat la même quantité de la même qualité.

Art. 28.— Sont à la charge de l'affréteur l'entretien du navire et les réparations et remplacements autres que ceux visés à l'article 26.

L'affréteur recrute l'équipage, paie ses gages, sa nourriture et les dépenses annexes. Il supporte tous les frais d'exploitation. Il assure le navire.

Art. 29.— L'affréteur doit restituer le navire en fin de contrat dans l'état où il l'a reçu, sauf l'usure normale du navire et des appareils.

Art. 30.— En cas de retard dans la restitution du navire, sauf preuve par le frèteur d'un préjudice plus élevé, l'affréteur doit une indemnité calculée pendant les quinze premiers jours sur le prix du loyer et postérieurement sur le double de ce prix.

TITRE II

Transport de marchandises.

Chapitre Ier

Règles générales.

Art. 31.— Le contrat est résolu si, par cas de force majeure, le départ du navire qui devait effectuer le transport est empêché ou retardé d'une manière telle que le transport ne puisse plus se faire utilement pour le chargeur et sans risque d'engager sa responsabilité pour le transporteur.

En ce cas, la résolution a lieu sans dommages-intérêts, de part ni d'autre.

Art. 32.— Si le même effet est produit par la faute du transporteur, le contrat peut être résolu à la demande du chargeur ou de son ayant droit.

Celui-ci a droit à des dommages-intérêts d'après le préjudice qu'il subit. Le montant ne peut en excéder le chiffre fixé en application de l'article 28 de la loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes.

Chapitre II

Du connaissement.

Art. 33.— Le connaissement est délivré après réception des marchandises. Il porte les inscriptions propres à identifier les parties, les marchandises à transporter, les éléments du voyage à effectuer et le fret à payer.

Art. 34.— La mention « Embarqué » apposée sur le connaissement fait foi du chargement de la marchandise à bord du navire.

Art. 35.— Entre autres, le connaissement doit indiquer :

a) Les marques principales destinées à l'identification des marchandises telles qu'elles sont fournies par écrit par le chargeur avant que le chargement de ces marchandises n'ait commencé ; les marques doivent être suffisantes pour l'identification des marchandises et être apposées de manière qu'elles restent normalement lisibles jusqu'à la fin du voyage ;

b) Suivant les cas, le nombre des colis et objets ou leur quantité ou leur poids, tels qu'ils sont fournis par écrit par le chargeur ;

c) L'état et le conditionnement apparents des marchandises.

Art. 36.— Le transporteur ou son représentant peut refuser d'inscrire au connaissement les déclarations du chargeur relatives aux marques, au nombre, à la quantité, au poids ou à l'état des marchandises, lorsqu'il a de sérieuses raisons de douter de leur exactitude ou qu'il n'a pas eu les moyens normaux de les contrôler.

Mais dans ce cas il doit faire mention spéciale et motivée de ces raisons ou de cette impossibilité. La preuve des dommages incombe alors à l'expéditeur ou au réceptionnaire.

Art. 37.— Chaque connaissement est établi en deux originaux au moins, un pour le chargeur et l'autre pour le capitaine.

Les originaux sont signés par le transporteur ou son représentant et par le chargeur au plus tard dans les vingt-quatre heures après le chargement.

Chapitre III

Exécution du contrat.

Art. 38.— Nonobstant toute clause contraire, le transporteur procède de façon appropriée et soigneuse au chargement, à la manutention, à l'arrimage, au transport, à la garde et au déchargement de la marchandise.

Il doit à la marchandise les soins ordinaires conformément à la convention des parties ou aux usages du port de chargement.

Art. 39.— Le chargeur ou son représentant doit présenter les marchandises aux temps et lieu fixés par la convention des parties ou l'usage du port de chargement.

Art. 40.— En cas d'interruption de voyage, le transporteur ou son représentant doit, à peine de dommages-intérêts, faire diligence pour assurer le transbordement de la marchandise et son déplacement jusqu'au port de destination prévu.

Cette obligation pèse sur le transporteur quelle que soit la cause de l'interruption.

Art. 41.— Le chargeur doit le prix du transport ou fret.

En cas de fret payable à destination, le réceptionnaire en est également débiteur s'il accepte la livraison de la marchandise.

Art. 42.— Le montant du fret est établi par la convention des parties.

Art. 43.— Le chargeur qui ne présente pas sa marchandise en temps et lieu, conformément à l'article 39 ci-dessus, paiera une indemnité correspondant au préjudice subi par le transporteur, et au plus égale au montant du fret convenu.

Art. 44.— Les marchandises de matière inflammable, explosive ou dangereuse à l'embarquement desquelles le transporteur ou son représentant n'eût pas consenti s'il avait connu leur nature pourront, à tout moment et en tous lieux, être débarquées, détruites ou rendues inoffensives par le transporteur, et ce sans aucune indemnité; le chargeur sera en outre responsable de tous les dommages et dépenses pouvant résulter de leur embarquement.

Lorsque le transporteur, connaissant la nature de ces marchandises, a consenti à leur embarquement, il ne peut les débarquer, les détruire ou les rendre inoffensives que dans le cas où elles mettraient en danger le navire ou la cargaison; aucune indemnité ne sera due, sinon à titre d'avaries communes s'il y a lieu.

Art. 45.— Le transporteur est payé du fret des marchandises jetées à la mer pour le salut commun, à charge de contribution.

Art. 46.— Il n'est dû aucun fret pour les marchandises perdues par fortune de mer ou par suite de la négligence du transporteur à satisfaire aux obligations des articles 21 et 22 de la loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes et de l'article 38 ci-dessus.

Art. 47.— En cas de transbordement sur un autre navire en application de l'article 40 ci-dessus, les frais du transbordement et le fret dû pour achever le déplacement de la marchandise sont à la charge de la marchandise lorsque l'interruption était due à des cas d'exonération de responsabilité énumérés à l'article 27 de la loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes.

Les mêmes frais sont à la charge du transporteur dans les autres cas.

Dans un cas comme dans l'autre, le transporteur conserve le fret prévu pour le voyage entier.

Art. 48.— Le capitaine ne peut retenir les marchandises dans son navire faute de paiement de son fret.

Art. 49.— Le capitaine ou le consignataire du navire doit livrer la marchandise au destinataire ou à son représentant.

Le destinataire est celui dont le nom est indiqué dans le connaissement à personne dénommée; c'est celui qui présente le connaissement à l'arrivée lorsque le connaissement est au porteur; c'est le dernier endossataire dans le connaissement à ordre.

Art. 50.— La remise du connaissement au transporteur ou à son représentant établit la livraison, sauf preuve contraire.

Art. 51.— Le consignataire du navire représente le transporteur. Il répond envers lui des fautes d'un mandataire salarié.

Art. 52.— Le consignataire de la cargaison représente le destinataire. Il répond envers lui des fautes d'un mandataire salarié.

La livraison des marchandises entre ses mains libère le transporteur de la même manière qu'elle le libère entre les mains du destinataire.

Art. 53.— A défaut de réclamation des marchandises ou en cas de contestation relative à la livraison ou au paiement du fret, le capitaine peut, par autorité de justice :

- a) En faire vendre pour le paiement de son fret, si mieux n'aime le destinataire fournir caution;
- b) Faire ordonner le dépôt du surplus.

S'il y a insuffisance, le transporteur conserve son recours en paiement du fret contre le chargeur.

Art. 54.— Les actions nées du contrat de transport de marchandises sont portées devant les juridictions compétentes selon les règles du droit commun.

Elles peuvent en outre être portées devant le tribunal du port de chargement ou devant le tribunal du port de déchargement, s'il est situé sur le territoire de la République française.

Art. 55.— Le délai de prescription des actions contre le chargeur ou le destinataire court du jour prévu pour la livraison.

Chapitre IV

Responsabilité du transporteur.

Art. 56.— Le demandeur doit établir la réalité et l'importance des dommages dont il demande réparation.

Art. 57.— En cas de pertes ou dommages survenus aux marchandises, le réceptionnaire doit adresser ses réserves écrites au transporteur ou à son représentant au port de déchargement, au plus tard au moment de la livraison, faute de quoi les marchandises sont présumées, sauf preuve contraire, avoir été reçues par lui telles qu'elles sont décrites au connaissement.

S'il s'agit de pertes ou dommages non apparents, cette notification peut être valablement faite dans les trois jours de la livraison, jours fériés non compris.

Le transporteur aura toujours le droit de demander qu'une constatation contradictoire de l'état des marchandises soit faite lors de leur prise en charge.

Art. 58.— Le délai de prescription des actions contre le transporteur ou le destinataire court à compter du jour où les marchandises furent remises ou offertes au destinataire ou, en cas de perte totale, du jour où elles auraient dû être livrées.

Art. 59.— Les dispositions du présent titre s'appliquent :

1° Entre tous les intéressés au transport, en l'absence de charte-partie ;

2° Dans les rapports du transporteur et des tiers porteurs, aux connaissements émis en exécution d'une charte-partie.

TITRE III

Transports de passagers.

Art. 60.— Le présent titre est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

Art. 61.— Sauf les articles 66 à 71 ci-dessous, les dispositions du présent titre sont impératives.

Chapitre Ier

Du contrat de passage.

Art. 62.— Les dispositions qui suivent ne s'appliquent ni au transport bénévole ni aux passagers clandestins.

Elles s'appliquent aux transports gratuits effectués par une entreprise de transports maritimes.

Art. 63.— Le transporteur délivre au passager un billet de passage qui porte les indications propres à identifier les parties au contrat (transporteur et passager), le voyage qui en fait l'objet (nom du navire; date et lieu d'embarquement; port de débarquement; au besoin, escales prévues), le prix du transport, la classe et le numéro de la cabine, sauf dans le cas de l'article 62, alinéa 2, ci-dessus.

Art. 64.— Le passager ne peut pas, sauf accord du transporteur, céder à un tiers le bénéfice de son contrat.

Art. 65.— Les dispositions de l'article 63 ne s'appliquent ni aux navires de moins de 10 tonneaux de jauge brute, ni aux

bâtiments qui effectuent des services portuaires ou des services réguliers à l'intérieur de zones délimitées par l'autorité maritime.

Sur ceux-ci le billet est remplacé par un ticket qui indique le nom du transporteur et le service effectué.

Art. 66.— Le passager doit se présenter à l'embarquement dans les conditions fixées par le billet de passage.

En cas de retard ou de renonciation au voyage, il reste débiteur du prix du passage.

Art. 67.— En cas d'empêchement de force majeure ou de décès du passager, le contrat est résilié par l'avis qu'en donnent, avant l'embarquement, le passager ou ses ayants droit. Le quart du prix du passage est alors dû au transporteur.

Les mêmes dispositions s'appliquent, sur leur demande, aux membres de la famille du passager empêché ou décédé qui devaient voyager avec lui.

Art. 68.— Le voyage une fois commencé, les événements qui surviennent dans la personne du passager n'ont pas d'influence sur sa dette.

Art. 69.— Si le départ du navire n'a pas lieu pour une cause non imputable au transporteur, le contrat est résolu sans indemnité de part ni d'autre.

Le transporteur doit une indemnité égale à la moitié du prix du passage s'il ne peut pas établir que l'événement ne lui est pas imputable.

Art. 70.— A défaut par le transporteur d'avoir fait diligence, toute modification importante dans les horaires, l'itinéraire ou les escales prévues donne au passager le droit de demander la résolution du contrat et des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Art. 71.— L'interruption prolongée du voyage pour une cause dont le transporteur n'établit pas qu'elle ne lui est pas imputable entraîne la résiliation du contrat, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu, à moins que le transporteur ne pourvoie au transport du passager à destination sur un navire de même qualité.

Art. 72.— Les passagers sont soumis à la discipline du bord.

Art. 73.— Les règles de l'article 54 s'appliquent aux actions nées du contrat de transport de passagers.

Le tribunal compétent aux termes de l'alinéa 2 de cet article est celui du port d'embarquement ou celui du port de débarquement lorsqu'il est situé sur le territoire de la République française.

Chapitre II

De la responsabilité du transporteur.

Art. 74.— Le délai de prescription de l'action en responsabilité court du jour où le passager a débarqué ou aurait dû le faire.

En cas de décès du passager postérieur au débarquement, le délai court du jour du décès, sans pouvoir excéder trois ans à compter du débarquement.

Chapitre III

Des bagages.

Art. 75.— Le transporteur délivre un récépissé des bagages enregistrés. Il en est responsable comme en matière de transport de marchandises.

Art. 76.— Le capitaine ne peut retenir les bagages de cabine dans son navire faute de paiement du prix du passage.

Il peut, dans le temps de la décharge, demander le dépôt en mains tierces jusqu'au paiement du prix du passage.

Art. 77.— Le délai de prescription des actions nées à l'occasion des transports de bagages court à compter du débarquement des passagers ou du jour où il devait avoir lieu.

Chapitre IV

Des organisations de croisières maritimes.

Art. 78.— Le billet de croisière porte les mentions suivantes :

- 1° Le nom et le type du navire ;
- 2° Les noms et adresse de l'organisateur de croisières ;
- 3° Les noms et adresse du passager ou de son représentant ;
- 4° La classe, le numéro de la cabine et le prix du voyage ainsi que les frais qui y sont compris ;
- 5° Les ports de départ et de destination ;
- 6° Les dates prévues de départ et d'arrivée ;
- 7° Les escales prévues ;
- 8° Les services accessoires promis au passager.

Art. 79.— Chaque passager doit recevoir, outre le billet de croisière qui matérialise le contrat de passage, des coupons correspondant pour chaque escale aux services à fournir à terre réunis en un carnet de croisière.

Le billet de croisière et le carnet de croisière constituent le titre de croisière.

TITRE IV

Entreprises de manutention.

Art. 80.— Les opérations visées à l'article 51 de la loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes que l'entrepreneur de manutention peut éventuellement être appelé à effectuer pour le compte du navire, du chargeur ou du réceptionnaire sont notamment les suivantes :

- a) La réception et la reconnaissance à terre des marchandises à embarquer ainsi que leur garde jusqu'à leur embarquement ;
- b) La réception et la reconnaissance à terre des marchandises débarquées ainsi que leur garde et leur délivrance.

Ces services supplémentaires sont dus s'ils sont convenus ou sont conformes aux usages du port.

Art. 81.— Si le transporteur est chargé par l'ayant droit et pour son compte de faire exécuter par un entrepreneur de manutention les opérations visées aux articles 50 et 51 de la loi sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes et 80 ci-dessus, il devra en aviser cet entrepreneur.

Dispositions générales.

Art. 82.— Les dispositions du présent décret prendront effet trois mois après sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Elles régiront les contrats conclus postérieurement à cette date.

Art. 83.— Le présent décret est applicable aux territoires d'outre-mer.

Art. 84.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de

l'équipement et le secrétaire d'Etat aux transports sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1966.

Georges POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jeau FOYER.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRE.

Le ministre de l'équipement,

Edgard PISANI.

Le secrétaire d'Etat aux transports,

André BETTENCOURT.

ARRÊTÉ n° 419 AA du 10 février 1967 promulguant deux actes du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulguées, dans le territoire, pour y être exécutées selon leurs formes et teneurs :

- la loi n° 67-16 du 4 janvier 1967, modifiant certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales,

- la loi n° 67-17 du 4 janvier 1967 modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, (publiées au J.O.R.F. n° 5 du 6 janvier 1967 - pages 315 et 316).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 10 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

LOI n° 67-16 du 4 janvier 1967 modifiant certaines dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}.— Le deuxième alinéa de l'article 8 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales est modifié comme suit :

« La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, des nominations et cessations de fonction des personnes visées ci-dessus, tant qu'elles n'ont pas été régulièrement publiées ».

Art. 2.— La deuxième phrase du premier alinéa de l'article 62 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifiée comme suit :

« Toutefois, le commissaire aux apports est nommé par décision de justice à la demande d'un gérant ».

Art. 3.— La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 128 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales est ainsi modifiée :

« Toutefois, les cautions, avals et garanties, sauf dans les sociétés exploitant un établissement bancaire ou financier, font nécessairement l'objet d'une autorisation du conseil de surveillance dans les conditions déterminées par décret ».

Art. 4.— L'article 274 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque les statuts d'une société ne faisant pas publiquement appel à l'épargne réservent des actions aux salariés de la société, il peut être stipulé une clause d'agrément interdite par les dispositions de l'alinéa 1^{er} ci-dessus, dès lors que cette clause a pour objet d'éviter que lesdites actions ne soient dévolues ou cédées à des personnes n'ayant pas la qualité de salarié de la société ».

Art. 5.— L'article 362 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifié comme suit :

« Art. 362.— L'action en nullité est éteinte lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister le jour où le tribunal statue sur le fond en première instance, sauf si cette nullité est fondée sur l'illicéité de l'objet social ».

Art. 6.— Au premier alinéa de l'article 457 de la loi précitée du 24 juillet 1966, aux mots : « ... toute personne qui... », sont substitués les mots : « ... tout commissaire aux comptes qui... ».

Art. 7.— A l'article 464 de la loi précitée du 24 juillet 1966, remplacer les mots : « articles 437 à 459, 462 et 463 », par les mots : « articles 437 à 459 et 462 », et compléter ledit article 464 par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions de l'article 463 sont en outre applicables aux sociétés anonymes régies par les articles 118 à 150 précités ».

Art. 8.— A l'article 479 de la loi précitée du 24 juillet 1966, remplacer les mots « articles 465 à 478 », par les mots « articles 465 à 477 », et compléter ledit article 479 par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions de l'article 478 sont en outre applicables aux sociétés anonymes régies par les articles 118 à 150 précités ».

Art. 9.— Le deuxième alinéa de l'article 493 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifié comme suit :

« La déduction prévue au 1^o de l'article 352 sera calculée au taux d'intérêt statutaire, même s'il est inférieur à 5 p. %, dès lors que ce taux aura été fixé par une assemblée générale antérieurement à la publication de la présente loi et que le montant global de l'intérêt statutaire calculé à ce taux représente au moins 5 p. % de la fraction du capital, libérée et non amortie, autre que celle qui représente une incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ».

Art. 10.— I.— La deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 499 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifiée comme suit :

« Toutefois, les sociétés par actions ne faisant pas publiquement appel à l'épargne... ».

(Le reste sans changement.)

II.— Le quatrième alinéa de l'article 499 de la même loi est modifié comme suit :

« Si, pour une raison quelconque, l'assemblée des actionnaires ou des associés n'a pu statuer régulièrement... ».

(Le reste sans changement.)

III.— Le cinquième alinéa de l'article 499 de la même loi est modifié comme suit :

« La présente loi est applicable à une société dès que la modification des statuts nécessaires à la mise en harmonie a fait l'objet des formalités de publicité requises ou, à défaut, à l'expiration du délai de dix-huit mois prévu à l'alinéa 2 ci-dessus. Jusqu'à cette application, la société demeure régie par les dispositions législatives et réglementaires antérieures. Si aucune mise en harmonie n'est nécessaire, il en est pris acte par l'assemblée des actionnaires ou des associés dont la délibération fait l'objet de la même publicité que la décision modifiant les statuts. La présente loi est alors applicable à la société à compter de l'accomplissement de ces formalités ».

IV.— L'article 499 de la même loi est complété par les nouveaux alinéas suivants :

« Toutefois, la révocation des gérants de sociétés à responsabilité limitée ne pourra être décidée dans les conditions prévues à l'article 55 qu'à compter de l'expiration du délai de dix-huit mois prévu à l'alinéa 2 ci-dessus ; pendant ce délai, les dispositions antérieurement en vigueur resteront applicables.

« Il en sera de même de la transformation de la société en société anonyme dans les conditions prévues à la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 69 ».

Art. 11.— L'article 505 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifié comme suit :

« Art. 505.— Sont abrogées, sous réserve de leur application transitoire dans les conditions prévues à l'article 499, alinéa 5, les dispositions relatives... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 12.— Le premier alinéa de l'article 509 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est modifié comme suit :

« La présente loi entrera en vigueur le premier jour du neuvième mois qui suivra celui de sa publication au *Journal officiel* ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 janvier 1967.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel DEBRE.

Le ministre de l'industrie,

Raymond MARCELLIN.

LOI n° 67-17 du 4 janvier 1967 modifiant l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse et l'article 6 de la loi n° 47-555 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Les premier et deuxième alinéas de l'article 14 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, modifié par l'article 42 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le ministre de l'intérieur est habilité à interdire :

« — de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs de dix-huit ans les publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique, ou de la place faite au crime ou à la violence ;

« — d'exposer ces publications à la vue du public en quelque lieu que ce soit, et notamment à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins ou des kiosques, et de faire pour elles de la publicité par la voie d'affiches ;

« — d'effectuer, en faveur de ces publications, de la publicité au moyen de prospectus, d'annonces ou insertions publiées dans la presse, de lettres-circulaires adressées aux acquéreurs éventuels ou d'émissions radiodiffusées ou télévisées.

« Toutefois, le ministre de l'intérieur a la faculté de ne prononcer que les deux premières, ou la première, de ces interdictions ».

Art. 2.— Le troisième alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les publications auxquelles s'appliquent ces interdictions sont désignées par arrêtés, publiés au *Journal officiel* de la République française, qui, en ce qui concerne les livres, doivent intervenir dans un délai d'un an courant à partir de la date de réception au dépôt légal ou, à défaut, à compter de la date de parution. La commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence a qualité pour signaler les publications qui lui paraissent justifier ces interdictions ».

Art. 3.— La première phrase du septième alinéa du même article est remplacée par les dispositions suivantes :

« Quiconque aura, par des changements de titres, des artifices de présentation ou de publicité, ou par toute autre manœuvre, éludé ou fait éluder, tenté d'éluder ou de faire éluder l'application des interdictions prononcées conformément aux cinq premiers alinéas du présent article, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3.000 F à 30.000 F ».

Art. 4.— Le huitième alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque trois publications, périodiques ou non, éditées

en fait par le même éditeur, ont ou auront été frappées, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 juillet 1949 et au cours de douze mois consécutifs, de deux des prohibitions prévues aux deuxième, troisième et quatrième alinéas du présent article, aucune publication ou aucune livraison de publication analogue, du même éditeur, ne pourra, durant une période de cinq ans courant du jour de l'insertion au *Journal officiel* du dernier arrêté d'interdiction, être mise en vente sans avoir été préalablement déposée, en triple exemplaire, au ministère de la justice, et avant que se soient écoulés trois mois à partir de la date du récépissé de ce dépôt. Le fait, de la part de l'éditeur ou du directeur de publication, de ne pas accomplir le dépôt prévu ci-dessus ou de mettre la publication dans le commerce avant la fin du délai de trois mois précité, sera puni des peines et entraînera l'incapacité prévues à l'alinéa précédent.

« Quand, pendant la période de cinq ans susvisée, l'éditeur astreint au dépôt préalable ne se sera pas acquitté des obligations découlant de celui-ci, ou aura encouru deux autres interdictions prononcées en vertu de l'article 14, la durée d'assujettissement audit dépôt sera prolongée de cinq années, cette prolongation partant de l'expiration du délai de cinq ans initial. »

Art. 5.— Le début du neuvième alinéa du même article est remplacé par les dispositions suivantes :

« A l'égard des infractions prévues par les huitième, dixième, onzième et douzième alinéas du présent article, le directeur de publication ou l'éditeur sera poursuivi en qualité d'auteur principal. »

(Le reste sans changement.)

Art. 6.— Le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, complété par l'article 40 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, si ce journal ou périodique a donné lieu à une condamnation prononcée en application des articles 283 à 288 du code pénal, ou a fait l'objet de deux des interdictions prévues aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, modifié par l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958, il devra être exclu de la société coopérative et ne pourra être admis dans aucune autre, sous peine d'une amende de 500 à 20.000 F. »

Art. 7.— Le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947, relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, complété par l'article 40 de l'ordonnance n° 58-1298 du 23 décembre 1958, est complété ainsi qu'il suit :

« Si le journal ou périodique a fait l'objet de la seule mesure d'interdiction de vente aux mineurs, tout dépositaire ou vendeur sera, nonobstant toute stipulation contraire du contrat qui le lie avec la société coopérative, exonéré de l'obligation de participer à la vente de cette publication. »

Art. 8.— Les dispositions de la présente loi, à l'exception de celles figurant à l'article 6, sont applicables dans les territoires d'outre-mer.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 janvier 1967.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Georges POMPIDOU.

Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,

André MALRAUX.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pierre BILLOTTE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Jean FOYER.

Le ministre de l'intérieur,

Roger FREY.

Le ministre de l'éducation nationale,

Christian FOUCHET.

Le ministre des affaires sociales,

Jean-Marcel JEANNENEY.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

François MISSOFFE.

ARRÊTÉ n° 365 AA du 6 février 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué, dans le territoire, pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret du 23 janvier 1967 déclarant d'utilité publique les travaux de construction du centre émetteur de radiodiffusion à Mahina (île de Tahiti), (publié au J.O.R.F. n° 23 du 27 janvier 1967-page 987).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCRET du 23 janvier 1967 déclarant d'utilité publique les travaux de construction du centre émetteur de radiodiffusion sonore à Mahina (île de Tahiti), Polynésie française.

Par décret du 23 janvier 1967, sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du centre émetteur de radio-

diffusion sonore de Tahiti, à Mahina, île de Tahiti (Polynésie française), et, à cet effet, les acquisitions immobilières nécessaires pourront être réalisées par l'office de radiodiffusion-télévision française, si besoin par voie d'expropriation, et, en ce cas, dans le délai de trois ans à compter de la publication du présent décret.

ARRÊTÉ n° 484 AA du 15 février 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- l'arrêté du 23 janvier 1967 portant désignation d'un commissaire du gouvernement auprès de la société de crédit et de développement de l'Océanie, (publié au J.O.R.F. n° 31 du 5 février 1967 - page 1308).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant désignation d'un commissaire du Gouvernement auprès de la Société de crédit et de développement de l'Océanie.

Par arrêté du 23 janvier 1967, M. Jean Tissier, conseiller aux affaires administratives, est nommé commissaire du Gouvernement auprès de la société d'Etat dite Société de crédit et de développement de l'Océanie, pour compter du 1^{er} janvier 1967, en remplacement de M. Pierre Roche.

Les frais de contrôle sont à la charge de cette société.

ARRÊTÉ n° 430 AA du 13 février 1967 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- l'arrêté du 27 janvier 1967 fixant le montant minimum de la participation aux bénéfices à attribuer par les sociétés d'assurances sur la vie, (publié au J.O.R.F. n° 27 du 1^{er} février 1967 - page 1152).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL fixant le montant minimum de la participation aux bénéfices à attribuer par les sociétés d'assurances sur la vie.

Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance ;

Vu la loi de finances pour 1967 (n° 66-935 du 17 décembre 1966), notamment son article 4 ;

Vu le décret-loi du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances ;

Vu le décret du 30 décembre 1938 portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances et de capitalisation, des tontines et des syndicats de garantie et pour le fonctionnement et le contrôle de ces organismes ;

Vu l'avis du conseil national des assurances en date du 16 décembre 1966,

Arrêtent :

Article 1^{er}.— Tous les contrats d'assurances en cas de décès souscrits, à compter du 1^{er} janvier 1967, en France, y compris les territoires d'outre-mer, auprès d'une société d'assurances sur la vie et qui, aux termes de la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance, possèdent une valeur de réduction, devront comporter une clause de participation aux bénéfices techniques et financiers.

Art. 2.— Les contrats en cours au 1^{er} janvier 1967 restent régis par leurs dispositions contractuelles.

Art. 3.— Le montant minimum de la participation aux bénéfices attribuable à l'ensemble des contrats visés aux articles précédents sera déterminé après établissement de deux comptes spéciaux faisant ressortir l'un les bénéfices de mortalité et autres bénéfices techniques, l'autre les bénéfices financiers.

Ces comptes seront établis chaque année.

Les éléments retenus pour leur établissement sont ceux afférents aux opérations d'assurances directes réalisées en France y compris les territoires d'outre-mer, à l'exclusion des opérations d'assurances de groupe ou de prévoyance collective et d'assurance entrant dans le champ d'application de l'ordonnance n° 59-75 du 7 janvier 1959.

Art. 4.— Le compte relatif aux bénéfices de mortalité et autres bénéfices techniques comportera :

En recettes :

- a) Les primes et surprimes émises ainsi que tous accessoires de primes, nets d'impôts ;
- b) Les coûts de polices ;
- c) Les provisions techniques au 31 décembre de l'exercice précédent (à l'exclusion de la réserve de capitalisation) ;
- d) La réserve de garantie au 31 décembre de l'exercice précédent ;
- e) Les intérêts crédités aux provisions mathématiques.

En dépenses :

- a) Les annulations sur primes, surprimes et accessoires de primes ;
- b) Les sinistres survenus ;
- c) Les capitaux et arrérages échus ;
- d) Les rachats effectués ;
- e) Les commissions payées et à payer ;
- f) Les provisions techniques au 31 décembre de l'exercice (à l'exclusion de la réserve de capitalisation) ;
- g) La réserve de garantie au 31 décembre de l'exercice ;
- h) Les frais généraux et impôts.

Le montant minimum attribuable à titre de participations aux bénéfices est fixé à 75 p. 100 du solde créditeur.

Art. 5.— Pour l'établissement du compte visé à l'article précédent :

I.— Le poste « frais généraux et impôts » ne comprend pas l'impôt sur les sociétés ;

II.— Le montant des sommes à inscrire, à compter du 1er janvier 1971, au titre des frais généraux et des commissions payées et à payer ne pourra excéder celui que l'on obtiendra en appliquant les règles qui seront fixées par un arrêté à intervenir ;

III.— Pour tous les exercices jusqu'à l'exercice 1981 inclus, chacun des comptes sera établi net de réassurances cédées.

A partir de l'exercice 1982, chaque compte sera établi brut de réassurances.

Art. 6.— Le compte relatif aux bénéfices financiers comportera :

En recettes :

- a) Les revenus des placements nets de frais de gestion, des placements et de frais d'entretien des immeubles ;
- b) Les bénéfices sur réalisations de valeurs mobilières ;
- c) Les bénéfices sur réalisations d'immeubles et de parts ou d'actions de sociétés immobilières ;
- d) Les plus-values par estimation de valeur ;
- e) La réserve de capitalisation au 31 décembre de l'exercice précédent.

En dépenses :

- a) Les intérêts crédités aux provisions mathématiques nettes de réassurances ;
- b) Les revenus et intérêts versés aux réassureurs ;
- c) Les pertes sur réalisations de valeurs mobilières ;
- d) Les pertes sur réalisations d'immeubles et de parts ou d'actions de sociétés immobilières ;
- e) Les moins-values par estimation de valeurs ;
- f) La réserve de capitalisation au 31 décembre de l'exercice ;
- g) L'amortissement réglementaire sur les immeubles ;
- h) Le solde débiteur éventuel du compte visé à l'article 4.

Le montant minimum attribuable à titre de participation aux bénéfices est fixé à 50 p. 100 du solde créditeur.

Art. 7.— Pour l'établissement du compte visé à l'article précédent :

I.— Les revenus des placements figureront en recettes pour un montant égal à celui que l'on obtiendrait en appliquant à la moyenne des provisions techniques calculées en début et en fin d'exercice, un taux de rendement égal au rapport existant, pour les opérations en France y compris les territoires d'outre-mer, entre la totalité des revenus encaissés par la société et l'ensemble de ses placements ;

II.— Les primes de remboursement et les lots attachés aux valeurs mobilières font partie des revenus ;

III.— Les provisions techniques ainsi que les intérêts crédités aux provisions mathématiques devront, à compter de l'exercice 1982, être déterminés bruts de réassurances ;

IV.— Les bénéfices ou pertes sur réalisations de valeurs mobilières amortissables admises sans limitation en couverture des provisions techniques sont pris en considération pour leur montant intégral ;

V.— Les bénéfices ou pertes sur réalisations autres que ceux visés au chiffre IV ci-dessus, ne sont pris en considération et ne figurent que dans la proportion existant entre les provisions techniques et l'ensemble des placements de la société pour ses opérations visées à l'article 3.

Toutefois, pour l'application de la règle ci-dessus, les bénéfices pris en considération pour les valeurs mobilières autres que celles amortissables admises sans limitation en couverture des provisions techniques ne seront retenus que jusqu'à concurrence de 1 p. 100 de la somme pour laquelle lesdites valeurs sont inscrites au bilan ;

VI.— Les plus-values par estimation des valeurs sont celles provenant de l'annulation des moins-values comptabilisées précédemment, mais postérieurement au 31 décembre 1966 ;

VII.— Par dérogation aux dispositions prévues sous le chiffre V, les bénéfices provenant de la réalisation d'immeubles et de parts ou d'actions de sociétés immobilières ne sont pris en considération que s'ils ne font pas l'objet d'un emploi dans les trois années qui suivent la date de la réalisation. Le emploi devra être affecté à des constructions nouvelles.

Art. 8.— Le montant global attribuable à titre de participation aux bénéfices doit être au moins égal au total des montants visés aux articles 4 et 6, sous déduction le cas échéant du montant des dépenses de prestations résultant de l'application de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 et des lois subséquentes, supporté par les sociétés d'assurances sur la vie.

Art. 9.— Chaque année, et au plus tard le 15 juin, les sociétés devront produire au ministre de l'économie et des finances, en trois exemplaires, un état justificatif établi en application des règles fixées au présent arrêté.

Art. 10.— Le directeur des assurances au ministère de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 janvier 1967.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Antoine DUPONT-FAUVILLE.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Pierre ANGELL.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

DECRET n° 67-84 du 30 janvier 1967 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu l'article L. 167-1 du code électoral, modifié par la loi n° 66-1022 du 29 décembre 1966,

Décète :

Article 1er.— La liste des partis ou groupements politiques habilités à utiliser les antennes de l'Office de radiodiffusion-télévision française pour des émissions de propagande électorale en vue des élections législatives, dans les conditions définies par l'article L. 167-1 (§ III) du code électoral, est arrêtée par une commission siégeant au ministère de l'intérieur et comprenant :

Un membre du Conseil d'Etat ayant au moins rang de conseiller, président ;

Un représentant du ministre de l'intérieur ;

Un représentant du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté conjoint du Premier ministre, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information.

Art. 2.— Au plus tard le vingtième jour précédant le premier tour de scrutin des élections législatives, les partis ou groupements politiques désireux de bénéficier, pour la propagande électorale, des durées d'émission fixées à l'article L. 167-1 (§ III) du code électoral, doivent en faire la demande au président de la commission instituée à l'article 1er.

Cette demande doit être accompagnée de la liste complète des candidats présentés aux élections législatives par le parti ou groupement politique intéressé et d'une attestation signée de chacun de ces candidats certifiant leur appartenance à la formation considérée.

Art. 3.— La commission vérifie pour chacune des formations ayant formulé la demande prévue à l'article précédent :

Qu'elle constitue un parti ou groupement politique organisé, ne pouvant bénéficier d'un temps de parole au titre du paragraphe II de l'article L. 167-1 du code électoral ;

Qu'elle présente au premier tour de scrutin, au moins soixante-quinze candidatures conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;

Qu'aucun des candidats présentés n'appartient, à la date de publication du décret convoquant les électeurs, à un parti ou groupement politique pouvant bénéficier d'une émission au titre du paragraphe II de l'article L. 167-1 du code électoral.

Art. 4.— Au plus tard le quinzième jour précédant le premier tour de scrutin, le président de la commission notifie la liste arrêtée au président du conseil d'administration de l'Office de radiodiffusion-télévision française et avise des décisions de la commission les partis ou groupements politiques l'ayant saisi d'une demande.

Art. 5.— Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information, sont char-

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 janvier 1967.

Georges POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,

Roger FREY.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information,

Yvon BOURGES.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 297 AA du 31 janvier 1967 fixant les conditions dans lesquelles les documents électoraux seront imprimés.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif ;

Vu la constitution et notamment ses articles 24, 25, 59, 63, 90 et 92 ;

Vu l'ordonnance n° 58-945 du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, complétée par l'ordonnance n° 58-1015 du 29 octobre 1958 ;

Vu l'ordonnance n° 58-974 du 17 octobre 1958 relative au fonctionnement provisoire des pouvoirs publics, et notamment son article 4 ;

Vu l'ordonnance n° 58-977 du 20 octobre 1958 relative à l'utilisation du vote par procuration ou par correspondance pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale en ses articles 1er à 8 ;

Vu l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, complétée et modifiée par les ordonnances n° 58-1027 du 31 octobre 1958 et 59-224 du 4 février 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le conseil constitutionnel ;

Vu l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, complétée et modifiée par la loi n° 59-959 du 31 juillet 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 complétant les dispositions du code électoral relatives au vote par procuration et au vote par correspondance ;

Vu les articles 66, 80 à 82, 187 à 188 du code électoral ;

Vu le décret n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, ensemble le décret n° 60-435 du 26 avril 1960 qui l'a modifiée ;

Vu le décret n° 59-395 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-998 modifiée du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ;

Vu le décret n° 59-993 du 17 août 1959 relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer de la République de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-229 du 4 février 1959 susvisée ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967 portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'assemblée nationale ;

Vu l'arrêté n° 168 AA du 23 janvier 1967 fixant certaines modalités relatives aux déclarations de candidature et à propagande électorale pour les élections à l'assemblée nationale du 5 mars 1967 ;

Vu le procès-verbal en date du 30 janvier 1967 de la réunion de la commission prévue,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 19 du décret n° 59-394 susvisé les conditions dans lesquelles les documents électoraux autorisés seront imprimés sont fixées ainsi qu'il suit :

Art. 2.— Chaque candidat ne peut faire imprimer, chez un imprimeur agréé par la commission compétente et pour le premier tour de scrutin plus de :

- 1.500 affiches de format maximum 60 x 80
- 1.500 affiches de format maximum 20 x 40
- 139.000 bulletins de vote de format maximum 13,50 x 10,5
- 41.000 circulaires de format maximum 21 x 27.

Ces chiffres pourront être majorés de 10 % pour tenir compte d'éventuelles mauvaises passes d'impression.

Art. 3.— Ces documents seront remboursés, aux candidats ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés, sur la base suivante :

- Affiches 60 x 80 = 30 francs l'une
- Affiches 20 x 40 = 15 francs l'une
- Circulaires recto-verso = 3.200 francs le mille
- Circulaires recto seulement : 2.800 francs le mille
- Bulletins de vote = 700 francs le mille
- Frais d'affichage = 18 francs par affiche.

Le nombre élevé des candidatures et le nombre limite des couleurs disponibles pouvant entraîner la nécessité de surimprimer des bandes, traits ou motifs de couleur sur les divers documents pour les rendre distinctifs, les tarifs seraient alors, dans le cas de surimpression, majorés dans les proportions suivantes :

- Bulletins de vote : 800 frs le mille au lieu de 700
- Circulaires 21 x 27 recto verso 3.600 frs le mille au lieu de 3.200
- Circulaires 21 x 27 recto seulement 3.200 le mille au lieu de 2.800

- Affiches 60 x 80 = 35 frs pièce au lieu de 30
- Affiches 20 x 40 = 20 frs pièce au lieu de 15.

Ces majorations ne s'appliqueront qu'au cas où les surcharges indispensables auront entraîné un passage supplémentaire à la machine à imprimer.

Le remboursement interviendra dans les conditions fixées à l'article 6 de l'arrêté n° 168 AA du 23 janvier 1967.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 31 janvier 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 313 AC/DIR du 2 février 1967 portant définition des itinéraires et procédures de survol VFR par les aéronefs de tourisme et de travail aérien entre Tahiti et les îles des archipels de la région d'information de vol de Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil du gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs et chefs de territoires ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2332 du 19 septembre 1963 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 57-598 du 13 mai 1957, promulgué dans le territoire par arrêté n° 388 AAE du 15 septembre 1958, fixant les règles de l'air, les attributions et le rôle des services civils de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1958, promulgué dans le territoire par arrêté 234 AAE du 10 février 1959, relatif à la réglementation du survol des régions maritimes par des aéronefs en vol suivant les règles de vol à vue ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1961, promulgué dans le territoire par arrêté 1715 AA du 10 juillet 1961, relatif aux conditions techniques d'exploitation des aéronefs de tourisme et de travail aérien ;

Sur proposition du directeur du service de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1er.— Les aéronefs de tourisme et de travail aérien sont autorisés à effectuer des traversées maritimes avec plan de vol VFR sur les itinéraires énumérés à l'article 2 en respectant les procédures définies à l'article 3 et les conditions précisées aux articles 4, 5 et 6.

Art. 2.— Les itinéraires autorisés sont les suivantes :

- A) — *Entre Tahiti et les îles Sous-le-Vent* —
Papeete — Travers pointe ouest Moorea — Survol pointe sud Huahine — Raiatea et vice versa.
Papeete — Survol pointe sud Huahine — Bora-Bora et vice versa.
- B) — *Entre les îles Sous-le-Vent* —
Raiatea — Bora-Bora et vice versa.
- C) — *Entre Tahiti et l'archipel des Tuamotu* —
Papeete — Survol de Tetiaroa et Makatea — Rangiroa et vice versa.

D) — *Entre Tahiti et l'archipel des Cook* —

Papeete — Survol de Maiao — Aitutaki et vice versa.
Aitutaki — Rarotonga et vice versa.

Toutefois l'itinéraire D (Papeete — Aitutaki et vice versa) n'est autorisé qu'aux aéronefs multimoteurs ou après accord de la direction du service de l'aviation civile locale.

Art. 3.— Les procédures à suivre sur ces itinéraires sont les suivantes :

1 — Le dépôt d'un plan de vol est obligatoire.

2 — Les aéronefs en vol sur ces itinéraires devront transmettre un message de compte rendu de position aux points ci-après :

- à la verticale de l'aérodrome de départ
- au point milieu de chaque trajet maritime
- à la verticale de chaque point de survol
- à la verticale de l'aérodrome d'arrivée.

En outre, si la durée du vol entre deux comptes rendus de position successifs dépasse une demi-heure, un compte rendu « tout va bien » sera transmis une demi-heure après le dernier compte rendu de position.

Pour l'itinéraire D (Papeete — Aitutaki et vice versa) un accord préalable sera pris avec les organismes de la circulation aérienne intéressés concernant la fréquence et les points des comptes rendus.

Le message de compte rendu comprend obligatoirement les éléments suivants :

- identification de l'aéronef
- position ou mention « tout va bien »
- heure
- altitude
- destination et ETA
- heure prévue du prochain compte rendu.

3 — Avant d'entreprendre une traversée maritime sur les itinéraires autorisés, les aéronefs devront avoir obtenu le contact radioélectrique avec l'organisme de circulation aérienne chargé du service d'information de vol et d'alerte, ou du service de contrôle océanique sur l'itinéraire considéré.

La veille permanente est obligatoire sur tout le parcours.

Art. 4.— L'équipement de radiocommunication des aéronefs comprendra au moins un ensemble émetteur-récepteur HF classé en catégorie II ou III, ainsi qu'une installation apte à assurer la navigation à l'aide des moyens radioélectriques existant au sol.

Toutefois un émetteur-récepteur VHF de catégorie II ou III est suffisant sur l'itinéraire B (entre les îles Sous-le-Vent).

Ces installations devront avoir fait l'objet d'une visite périodique depuis moins d'une année, à moins que le certificat d'exploitation radioélectrique n'ait été lui-même délivré depuis moins d'une année.

Art. 5.— Les émetteurs-récepteurs visés à l'article précédent devront pouvoir fonctionner sur les fréquences nécessaires à la transmission des messages prévus à l'article 3.

Art. 6.— Les dispositions de la présente décision ne dégagent pas l'exploitant et le pilote de leurs obligations vis à vis des règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne les conditions techniques d'exploitation des aéronefs de tourisme et de travail aérien.

Art. 7.— Des dérogations particulières aux dispositions des articles 2, 3 et 4 de la présente décision pourront être accordées à titre exceptionnel par le directeur du service de l'aviation civile ou ses représentants désignés, notamment dans le cadre de convoyage d'aéronefs. La décision d'autorisation fixera les conditions dans lesquelles la dérogation est accordée.

Art. 8.— En dehors des régions maritimes dépendant du territoire de la Polynésie française, la présente décision ne

s'applique qu'aux aéronefs portant les marques de nationalité et d'immatriculation française ainsi qu'aux aéronefs de nationalité et d'immatriculation étrangère basés en Polynésie française, et dans la mesure où elle est compatible avec les règles édictées par l'Etat ayant autorité sur les régions maritimes survolées.

Art. 9.— La direction du service de l'aviation civile est chargée de l'application de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTE n° 356 AA/ENR du 3 février 1967 rendant exécutoire la délibération n° 66-126 du 21 décembre 1966, exemptant de tous droits d'enregistrement et de transcription, un acte d'acquisition d'une propriété immobilière effectué par l'association sportive « central sport ».

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-126 du 21 décembre 1966, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, exemptant de tous droits d'enregistrement et de transcription, un acte d'acquisition d'une propriété immobilière effectué par l'association sportive « central sport ».

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-126 du 21 décembre 1966 exemptant de tous droits d'enregistrement et de transcription, un acte d'acquisition d'une propriété immobilière effectué par l'association sportive « central sport ».

La commission permanente de l'assemblée territoriale,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1966 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions

de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1973 relatif à la formation de l'enregistrement dans le territoire ;

Vu le rapport n° 66-78 du 28 avril 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Vu la lettre n° 1269 ENR de M. le gouverneur, chef de territoire, en date du 7 décembre 1966, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966, donnant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 21 décembre 1966,

Adopte :

Article 1er.— Est exemptée de tous droits d'enregistrement et de transcription l'acquisition, par l'association sportive « central sport », association régie par la loi du 1er juillet 1901, représentée par M. Napoléon Spitz, son président, d'une parcelle de terre dépendant de la propriété Germain Lévy, sise commune de Papeete, vallée de Tipaerui, d'une superficie de 1 ha 30 a 20 ca ; moyennant le prix de : *neuf millions cent quatorze mille francs* (9.114.000 frs).

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,
Jean SALMON.

Le vice-président,
Félix TEFAATAU.

ARRÊTÉ n° 357 AA du 3 février 1967 portant relevé définitif des candidats aux élections législatives du 5 mars 1967 pour la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les déclarations de candidatures régulièrement enregistrées entre le 23 et le 29 janvier 1967 et ayant donné lieu, après versement du cautionnement exigé à la délivrance du récépissé définitif ;

Vu l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires complétée et modifiée par les ordonnances n° 58-1027 du 31 octobre 1958 et n° 59-224 du 4 février 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'assemblée nationale modifiée par la loi organique n° 61-817 du 29 juillet 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer modifiée et complétée par les lois n° 59-959 et n° 61-819 des 31 juillet 1959 et 29 juillet 1961 ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 59-395 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-998 modifiée du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ;

Vu la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu l'avis donné le 31 janvier 1967 par la commission prévue à l'article 7 du décret n° 59-394 du 11 mars 1959 précité ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentant les territoires de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna.

ARRÊTE :

Article 1er.— Le relevé des candidats aux élections législatives du 5 mars 1967 pour la Polynésie française, dont la candidature a été régulièrement enregistrée, est arrêté ainsi qu'il suit en ordre alphabétique, avec l'indication du suppléant, de l'étiquette politique et de la couleur choisie.

N° Récépissé définitif	Candidat	Suppléant	Etiquette politique	Couleur et signe
5	Edwin Adelbert Max Tutaumataarii a Hiro Atger	Tepau a Arai	Mouvement démocratique	Blanc - deux traits rouges à l'angle supérieur gauche et à l'angle supérieur droits des documents
7	Jean-Roy Bambridge Pierre Auguste Cassiau	Germain Roland Max Levy Marc-Ieritua Maamaatuaiahutapu dit Maco Tevane	Union tahitienne démocratique Néant	Jaune Bulletins : rouges caractères blancs circulaires et affiches blancs impression rouge
6	Jean-Baptiste Heitarauri Cérani-Jérusalémy	Edouard Ropa Colombel	Pupu tahoëraa maohi	Mauve
11	Ateriera Hiroanaa (dit Adrien) Degage	Charles Henri Tuarii Brotherson	Te ora	Blanc étoile noire à 5 branches au milieu du tiers supérieur des documents
10	Henri Pierre André Lombard	Paul Tetuanui	Renaissance de la Polynésie	Vert foncé large bande blanche en diagonale
9	André Paul Teanuanua Porlier	Henri Jean Lehartel	Union des cultivateurs et pêcheurs de la Polynésie française	Ver clair deux cotiers noirs sur bande noire à la base des documents
1	Elie Teuraitera Salmon dit Nédo	Andréa Haamoe de Balmann-Tourneux	Cinquième République	Bulletins oranges circulaires et affiches impression orange sur fonds blanc
3	Francis Ioane Ariioehau Sanford	Anthelme Joseph Lucien Buillard	Te e'a api no Polynétia	Vert clair
4	John Franch A Mahuru a Teariki	William Ah Loy Tchong	Pupu here a'ia te nunaa ia ora	Rose
8	Alexis Benjamin Vairaroa dit Avivi	Paul, Célestin, Manarii Tefaatau dit Bébé	Pupu here a'ia te nunaa ia ora	Bleu impression rouge

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et publié selon la procédure d'urgence. Il sera apposé dans tous les emplacements d'affichage administratif (mairies, bureaux de circonscriptions, postes et chefferies).

Le dispositif du présent arrêté sera transmis en tant que de besoin par voie télégraphique aux circonscriptions et districts éloignés.

Papeete, le 3 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRETE n° 362 AA/DOM du 6 février 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-3 du 16 janvier 1967 portant cession gratuite à la commune de Papeete du terrain domanial territorial dit « terrain de la maison d'arrêt de Tipaerui » à Papeete.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-3 du 16 janvier 1967, de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, portant cession gratuite à la commune de Papeete du terrain domanial territorial dit « terrain de la maison d'arrêt de Tipaerui » à Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-3 du 16 janvier 1967 *portant cession gratuite à la commune de Papeete du terrain domanial territorial dit « terrain de la maison d'arrêt de Tipaerui » à Papeete.*

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1003 DOM en date du 5 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 4 janvier 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966, portant délégation de pouvoirs de l'Assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 16 janvier 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est cédé gratuitement à la commune de Papeete le terrain domanial territorial dit de la maison d'arrêt de Tipaerui, à Papeete, d'une superficie de 9.324,57 m², en vue de l'aménagement d'un stade municipal.

Art. 2.— Ce terrain sera exclusivement réservé aux annexes du stade municipal de Tipaerui.

Art. 3.— La commune de Papeete n'aura la possession et la jouissance dudit terrain qu'après le transfert de la maison d'arrêt, prévu sur un autre emplacement.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

ARRETE n° 386 ODT du 8 février 1967 *portant exécution de la délibération du 30 novembre 1966 du conseil d'administration de l'Office de développement du tourisme de la Polynésie française adoptant le budget rectificatif de l'Office pour l'exercice 1966.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1082 du 5 avril 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-34 du 28 mars 1966 de l'Assemblée territoriale portant création et organisation d'un établissement public territorial dénommé « Office de développement du tourisme de la Polynésie française » ;

Vu l'arrêté n° 1527 FT du 12 mai 1966 relatif à la gestion financière et comptable de l'Office de développement du tourisme ;

Vu l'arrêté n° 2679 ODT du 17 août 1966 portant exécution de la délibération n° 1-66 du 21 juin 1966 du conseil d'administration de l'Office de développement du tourisme de la Polynésie française adoptant le budget de l'Office pour l'exercice 1966 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office de développement du tourisme du 30 novembre 1966 adoptant le budget rectificatif de l'Office pour l'exercice 1966 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération du 30 novembre 1966 du conseil d'administration de l'Office de développement du tourisme de la Polynésie française, adoptant le budget rectificatif de l'Office pour l'exercice 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 8 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 389 AA/DOM du 9 février 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-2 du 16 janvier 1967, portant cession gratuite à la société mutuelle de développement rural à Pueu, d'un emplacement du domaine public maritime à Pueu, d'une superficie de 5.880 m².*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 8 février 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-2 du 16 janvier 1967, de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, portant cession gratuite à la société mutuelle de développement rural à Pueu, d'un emplacement du domaine public maritime à Pueu, d'une superficie de 5.880 m².

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-2 du 16 janvier 1967 *portant cession gratuite à la société mutuelle de développement rural à Pueu, d'un emplacement du domaine public maritime à Pueu, d'une superficie de 5.880 m².*

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1256 DOM en date du 1er décembre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'Assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-3 en date du 16 janvier 1967 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 16 janvier 1967,

Adopte :

Article 1er.— Est cédé gratuitement à la société mutuelle de développement rural à Pueu, un emplacement du domaine public maritime déjà remblayé situé à Pueu, d'une superficie de 5.880 m², précédemment affecté au district de Pueu par décision n° 1969 DOM du 19 août 1964.

Art. 2.— Pour le cas où la localité de Pueu serait érigée en commune, celle-ci deviendrait de plein droit propriétaire de cet emplacement à la condition de prendre également en charge les engagements souscrits par la société de développement rural.

Art. 3.— La société mutuelle de développement rural ne pourra en aucun cas aliéner l'immeuble objet des présentes sans l'accord préalable du conseil de gouvernement du territoire.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

DECISION n° 390 PLAN du 9 février 1967 *autorisant la SMDR de Pueu à se charger de l'exécution des travaux de construction et d'aménagement du centre d'artisanat et de tourisme de Pueu et fixant les modalités de règlement des dépenses de cette opération.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949, modifié par décrets n°s 52-920 du 25 juillet 1952 et 55-1598 du 1er décembre 1955, relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 ;

Vu l'arrêté n° 1933 AA/PLAN du 16 juin 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-71 du 16 juin 1966 de l'Assemblée territoriale relative au programme de la tranche 1966 de la section locale du F.I.D.E.S. ;

Vu l'arrêté n° 283 IAA du 26 janvier 1966 portant création dans le district de Pueu (Tabiti) d'une société mutuelle de développement rural ;

Vu la demande en date du 30 janvier 1967 présentée par le président du conseil d'administration de la SMDR de Puen relative à la construction du centre d'artisanat et de tourisme de Puen ;

Sur proposition du chef du service du plan,

Décide :

Article 1er.— La société mutuelle de développement rural de Puen est autorisée à se charger des travaux de construction du centre d'artisanat et de tourisme de Puen, réalisation dont le financement est prévu à la tranche 1966 de la section locale du F.I.D.E.S.

Art. 2.— Une avance de deux cent mille francs sera consentie à la SMDR afin de lui permettre de commencer les travaux. Elle sera renouvelée sur production des justifications d'utilisation établies par le directeur de la SMDR, signées par le président du conseil d'administration et visées par le chef de la circonscription des îles du Vent.

Art. 3.— Le chef du service du plan, ordonnateur délégué du F.I.D.E.S. section locale assurera le mandatement des sommes dues à la SMDR au compte n° 5756 ouvert à la société de crédit et de développement de l'Océanie.

Les dépenses correspondantes seront imputées au chapitre 5007 article 4 paragraphes 1 de la section locale du F.I.D.E.S., tranche 1966.

Art. 4.— Le chef du service du plan, le chef de la circonscription des îles du Vent sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 394 ELV du 9 février 1967 organisant des campagnes de plongée dans certains lagons.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 171 AAE rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 413 AAE/ELV du 16 février 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-9 du 26 janvier 1961 régle-

mentant l'élevage des huîtres nacrées et perlières en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 840 AA/TG/ELV/AE du 19 avril 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61/43 du 8 avril 1961 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 263 AA du 31 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-9 du 24 janvier 1962 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacres en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 AA/ELV du 23 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-14 du 14 février 1963 complétant et modifiant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1914 AA/ELV du 12 août 1964 rendant exécutoire la délibération n° 64-82 du 9 juillet 1964 modifiant certaines dispositions de la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'avis émis par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le 23 janvier 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

Arrête :

Article 1er.— Sont ouvertes à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières les îles suivantes :

— Ilikuenu (secteur « Gake ») : du 1er février 1967 au 31 mars 1967 (inclus).

— Gambier (lagon entier) : du 1er février 1967 au 15 février 1967 (inclus).

— Taenga (lagon entier) : du 1er février 1967 au 15 février 1967 (inclus).

— Manihi (lagon entier) : du 15 février 1967 au 15 mars 1967 (inclus).

Art. 2.— Chaque commerçant est tenu de déclarer journellement auprès de l'agent du service de l'élevage ou, à défaut, du président du conseil de district des quantités de nacre dont il s'est rendu acquéreur. Cette nacre sera classée en 5 catégories :

1°) Nacre n° 1 : forme normale, aucune piqure.

2°) Nacre n° 2 : forme normale, quelques piqures.

3°) Nacre n° 3 : forme normale, nombreuses piqures.

4°) Nacre n° 4 : valve déformée ou brisure de valve.

5°) Nacre n° 5 : valve susceptible d'être utilisée par l'artisanat local (ex. : valves de très grande dimension de forme ou couleur originale, présence de corail arborescent ou de sulfures de nacre etc...).

Art. 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier, le chef du service judiciaire et le chef du service de l'élevage sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 395 CD du 9 février 1967 accordant divers dégrèvements de cotes inscrites sur les rôles des exercices 1965 et 1966, perçus au profit du budget local.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre 1912 et 17 mai 1951 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 161 AA/F du 28 janvier 1965 rendant exécutoire la délibération n° 65-7 du 9 janvier 1965 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1965 ;

Vu l'arrêté n° 490 AA/F du 16 février 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1966 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont accordés les dégrèvements détaillés sur les états de dégrèvements ci-annexés, dont la récapitulation est la suivante :

	B. local	C. Cce	Total
<i>Exercice 1965 - Perception de Maka-tea</i>			
Etat n° 21 :			
Ordonnance n° 21.	23.810	684	24.494 »
<i>Exercice 1966 - Perception de Maka-tea</i>			
Etat n° 22 :			
Ordonnance n° 22.	30.246	1.603	31.849 »
Total général.....			<u>56.343 »</u>

Art. 2. — Le trésorier-payeur, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 396 AA du 9 février 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 8 décembre 1966 présentée par M. Assam Pai Youk ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Assam Pai Youk est autorisé à installer un groupe électrogène sur un terrain sis à Paopao (Moorea).

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2. — L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 397 AA du 9 février 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 8 décembre 1966 présentée par M. Benjamin Teraiharoa ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Benjamin Teraiharoa est autorisé à installer un groupe électrogène sur un terrain sis à Paopao (Moorea).

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 398 AA du 9 février 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 30 novembre 1966 présentée par M. Mutin ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Mutin est autorisé à installer un hangar destiné à la réparation automobile (tôlerie et peinture), sur un terrain sis dans la zone industrielle de Tipaerui (Pté M^{me} Lévy Marcelline).

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 399 AA du 9 février 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 5 octobre 1966 de M. Yu Wong dit Ah Fo ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Yu Wong dit Ah Fo est autorisé à installer une station distributrice de carburants sur un terrain sis à Afareaitu (Moorea).

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération susvi-

sée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.
Pour le gouverneur en tournée :
Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 400 AA du 9 février 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes et insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. Chan Chui Yug ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Chan Chui Yung est autorisé à installer un poste de vente de carburants à Papetoai (Moorea).

L'installation comprend : 2 pompes bijaugeurs pour l'essence et le diesel, 1 pompe à compteur pour le pétrole, 1 mélangeur à main pour le mélange. Ces pompes seront alimentées par des drums de 200 litres.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.
Pour le gouverneur en tournée :
Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 402 AA du 9 février 1967 autorisant le report de la date de tirage d'une tombola.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3737 AA du 6 novembre 1966 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du conseil d'administration des biens de l'Eglise Evangélique de Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M. J. Vaucher, trésorier du conseil d'administration des biens de l'Eglise Evangélique de Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est autorisé le report à la date du 12 mars 1967 du tirage de la tombola organisée au profit du conseil d'administration des biens de l'Eglise Evangélique de Polynésie française par arrêté n° 3737 AA du 9 novembre 1966 susvisé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.
Pour le gouverneur en tournée :
Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 418 AA du 10 février 1967 relatif aux bureaux de vote pour les élections du représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret organique du 2 février 1852 pour l'élection des députés au corps législatif ;

Vu l'ordonnance n° 58-1056 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale, modifiée par la loi organique n° 61-817 du 29 juillet 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, modifiée et complétée par les lois n°s 59-959, 61-819 et 66-1023 des 31 juillet 1959, 29 juillet 1961 et 29 décembre 1966 ;

Vu les articles 66, 80 à 82, 187 et 188 du code électoral tels qu'ils ont été rendus applicables aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967 portant convocation des collèges électoraux de la Polynésie française pour l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale,

Arrête :

Article 1er. — Pour le scrutin du 5 mars 1967 en vue de l'élection du représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale, il sera ouvert un bureau de vote de 7 heures à 20 heures dans les centres ci-après désignés :

1°) *Commune de Papeete* :

Bureau n° 1 — Salle des mariages
Bureau n° 2 — Ecole de la mairie — 1er étage
Bureau n° 3 — Ecole de la mairie — 1er étage
Bureau n° 4 — Ecole de la mairie — 1er étage
Bureau n° 5 — Ecole de la mairie — rez-de-chaussée
Bureau n° 6 — Ecole de la mairie — rez-de-chaussée
Bureau n° 7 — Ecole de la mairie — rez-de-chaussée

2°) *Commune de Pirae* :

Bureau n° 1 — Nouvelle école
Bureau n° 2 — Nouvelle école

3°) *Commune de Faaa* :

Bureau n° 1 — Mairie — rez-de-chaussée
Bureau n° 2 — Mairie — 1er étage

4°) *Commune d'Uturoa* :

Bureau de la mairie.

soit douze bureaux au total.

Art. 2. — Pour le scrutin du 5 mars 1967, il sera ouvert de 7 heures à 18 heures un bureau de vote dans les centres suivants :

Tahiti (côte Est) : Arue — Mahina — Orofara — Papenoo — Tiarei — Mahaena — Hitiaa — Faaone.

Tahiti (presqu'île) : Afaahiti — Puen — Tautira — Toahotu — Vairao — Teahupoo.

Tahiti (côte Ouest) : Punaauia — Paca — Papara — Mataiea — Papeari.

Moorea :

Afareaitu — Haapiti — Papetoai — Paopao — Teavaro.

soit vingt-quatre bureaux.

Art. 3. — Pour le scrutin du 5 mars 1967, il sera ouvert de 7 heures à 17 heures un bureau de vote dans les centres ci-après désignés :

Iles Tuamotu et Gambiers :

Tuamotu du nord-ouest : Mataiva — Tikehau — Rangiroa — Kaukura — Apataki — Arutua — Ahe — Manihi — Takapoto — Takaroa.

Tuamotu du centre : Niau — Fakarava — Kaehi-Baraka — Faaite — Katiu — Makemo — Taenga — Nihiru — Raroia — Takume — Fangatau — Fakahina — Pukapuka — Tepoto — Napuka.

Tuamotu du sud-est et Gambiers : Anaa — Hereheretue — Hikuera — Marokau — Amanu-Tauere — Vahitahi — Nukutavake — Hao (Tiputa) — Vairaatoa — Tatakoto — Pukarua — Reao — Tureia — Mangareva.

De plus, des sections de vote annexes seront spécialement créées à l'intention des travailleurs civils et militaires à : Hao (bureau distinct de celui de Tiputa) — Moruroa — Totegegi (Gambiers).

Soit quarante-deux bureaux pour cette circonscription administrative.

Iles Marquises :

Marquises-nord :

Nuku-Hiva : Taiohae — Taipivai — Hatuheu — Akapa.

Ua-Pou : Hakahau — Hakahetau — Hakamai.

Ua-Huka : Vaipae — Haane.

Marquises-sud :

Hiva-Oa : Atuona — Hanaiapa — Puamau.

Tahuata : Vaitahu — Fatu-Hiva.

soit quatorze bureaux.

Iles Australes :

Rurutu : Avera — Moeraï — Hauti.

Rimatara

Raiavae : Rairua — Anatomu.

Tubuai : Mataura — Mahu.

Rapa

Soit neuf bureaux.

Iles Sous-le-Vent :

Raiatea : Avera — Opoa — Fetuna — Puohine — Vaiaau — Tevaitoa — Tehurui.

Tahaa : Vaitoarc — Niuu (Poutoru) — Runtia (Tiva) — Tapuamu — Iripau (Patio) — Hipu — Faaaha — Ilaamene.

Huahine : Fare — Maeva — Faie — Tefarerii — Haapu — Maroe — Fitii — Parea.

Bora-Bora : Numue (Vaitape) — Faanui — Anau.

Maupiti

soit vingt-sept bureaux.

Reste de la circonscription des Iles du Vent :

Maiao et Makatea

soit deux bureaux.

Le nombre des bureaux de vote pour l'ensemble de la Polynésie française et pour les élections législatives est arrêté à cent trente.

Art. 4. — Chaque bureau de vote sera installé à la mairie, à la chefferie ou à l'école suivant le cas.

Sur les sites, les bureaux de vote seront installés dans des bâtiments prêtés par les autorités militaires ou les entreprises.

Art. 5. — Les présidents des bureaux de vote sont dans les communes : les maires, les adjoints ou les conseillers municipaux pris dans l'ordre du tableau, et dans les districts, les présidents, vice-présidents ou conseillers également pris dans l'ordre du tableau.

Par exception, une décision désignera ultérieurement les présidents des bureaux de Moruroa, Hao n° 2 et Totegegi (Gambiers).

Art. 6. — Les électeurs feront constater leur identité par la production de leur carte d'électeur. Toutefois, en cas de perte de ce document, le président du bureau de vote devra accepter le vote d'un électeur, régulièrement inscrit sur la liste électorale ou porteur d'une décision du juge de paix ordonnant son inscription, s'il prouve son identité soit par une carte d'identité, soit par deux témoins originaires de la commune ou du district.

Art. 7.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 10 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 129 AA du 13 février 1967 autorisant un interdit de séjour à résider temporairement à Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté modifié n° 1587 APA du 8 décembre 1951 et l'arrêté n° 621 AA du 17 mars 1961 portant interdiction de séjour ;

Vu la décision n° 3524 AA du 19 octobre 1966 autorisant un interdit de séjour à résider temporairement à Papeete ;

Vu l'avis émis en consultation à domicile par la commission des interdictions de séjour.

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Après avis émis par la commission des interdictions de séjour (consultation à domicile), le condamné à l'interdiction de séjour, Brotherson Gaston, est autorisé à résider à Tahiti pendant une période d'un an, pour compter du 23 janvier 1967.

Le bénéfice de la présente décision peut être retiré au cas où l'intéressé se ferait remarquer défavorablement.

Art. 2.— Les services de la sûreté et de la gendarmerie notifieront cette décision à l'intéressé dans les délais les plus rapides et adresseront tant au procureur de la République qu'au service des affaires administratives un exemplaire du procès-verbal de notification à titre de compte-rendu.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 488 CD du 15 février 1967 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour les exercices 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 490 AA/F du 16 février 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 de l'Assemblée territoriale arrêtant le budget territorial de 1966 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local, pour les exercices 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966, s'élevant à la somme totale de : *Deux millions cent vingt-quatre mille quarante francs* (2.124.040.-), savoir :

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 123 - Exercice 1962.

Patentes	7.625 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	610 »	
Total de la perception.....		8.235 »
Total de l'exercice 1962...		8.235 »

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 56 - Exercice 1963.

Patentes.....	1.500 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	150 »	
Total de la perception.....		1.650 »

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 57 - Exercice 1963.

Patentes.....	109.800 »	
Centimes addit. C. Commerce...	11.284 »	
Taxe d'entraide sociale.....	16.800 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	21.000 »	
Total de la perception.....		158.884 »
Total de l'exercice 1963.....		160.534 »

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 4 - Exercice 1964.

Taxe sur les spectacles.....	9.028 »	
Total de la perception.....		9.028 »

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 5 - Exercice 1964.

Patentes.....	393.798 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	39.192 »	
Taxe d'entraide sociale.....	44.800 »	
Taxe d'apprentissage.....	4.300 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	48.000 »	
Total de la perception.....		530.090 »

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 6 - Exercice 1964.

Patentes	14.150 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	1.415 »	
Total de la perception.....	15.565 »	
Total de l'exercice 1964.....	554.683 »	

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 7 - Exercice 1965.

Patentes	128.875 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	12.888 »	
Taxe d'entraide sociale.....	22.400 »	
Taxe d'apprentissage.....	2.400 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	26.000 »	
Total de la perception.....	192.563 »	

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 8 - Exercice 1965.

Taxe sur les spectacles.....	11.485 »	
Total de la perception.....	11.485 »	

PERCEPTION DES TUAMOTU

Rôle de régularisation n° 9 - Exercice 1965.

Patentes	423.633 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	41.566 »	
Taxe d'entraide sociale.....	94.200 »	
Taxe d'apprentissage.....	10.200 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	376.500 »	
Total de la perception.....	946.099 »	
Total de l'exercice 1965.....	1.150.147 »	

PERCEPTION DE RIKITEA (Gambier).

Rôle n° 35 - Exercice 1966.

Patentes	3.846 »	
Licences	7.500 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	1.134 »	
Taxe sur les spectacles.....	19.400 »	
Total de la perception.....	31.880 »	

PERCEPTION DE TUBUAI (Îles Australes)

Rôle n° 36 - Exercice 1966.

Patentes	35.784 »	
Licences	23.500 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	5.927 »	
Taxe d'entraide sociale.....	21.000 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	62.000 »	
Propriétés bâties.....	5.924 »	
Total de la perception.....	154.135 »	

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôle de régularisation n° 39 - Exercice 1966.

Patentes	23.400 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	2.340 »	
Taxe d'entraide sociale.....	7.200 »	
Taxe d'apprentissage.....	600 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	28.000 »	
Total de la perception.....	61.540 »	

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôle de régularisation n° 40 - Exercice 1966.

Taxe sur les spectacles	2.886 »	
Total de la perception.....	2.886 »	
Total de l'exercice 1966.....	250.441 »	
Total général.....	2.124.040 »	

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 28 février 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

J. SICURANI.

ARRÊTÉ n° 489 CD du 15 février 1967 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, Faavae et Uturoa, pour l'exercice 1966.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 490 AA/F du 16 février 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial de 1966 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, Faavae, et Uturoa pour l'exercice 1966, s'élevant à la somme totale de : *Quatre millions deux cent soixante-trois mille six cent quatre francs* (4.263.604.-), savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 37 - Exercice 1966.

I. — Recettes du budget local :

Patentes	1.359.616 »	
Licences	292.150 »	
Centimes addit. C. Commerce.....	162.671 »	
Taxe d'entraide sociale.....	79.796 »	
Taxe d'apprentissage.....	103.712 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	12.000 »	
Propriétés bâties.....	126.956 »	
Taxe sur les spectacles	748.478 »	
Sommes à répartir.....	235.405 »	
Total.....	3.120.784 »	

II. — Recettes du budget communal de Papeete :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences	799.384 »
Centimes additionnels sur les propriétés bâties.....	39.139 »
Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères.....	32.849 »
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.....	109.313 »
Total.....	980.685 »

III. — Recettes du budget communal de Pirae :

Centimes addit. sur la contribution des patentes.....	4.223 »
Centimes addit. sur la contribution des licences.....	125 »
Centimes additionnels sur les propriétés bâties.....	1.080 »
Total.....	5.428 »

IV. — Recettes du budget communal de Faaa :

Centimes additionnels sur la contribution des patentes.....	12.337 »
Centimes addit. sur la contribution des licences.....	25.600 »
Total.....	37.937 »
Total de la perception.....	4.144.834 »

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA**Rôle n° 38 - Exercice 1966.****I. — Recettes du budget local :**

Patentes.....	30.633 »
Licences.....	250 »
Centimes addit. C. Commerce.....	3.087 »
Taxe d'entraide sociale.....	35.000 »
Taxe d'apprentissage.....	3.000 »
Taxe sur les spectacles.....	21.633 »
Sommes à répartir.....	3.600 »
Total.....	97.203 »

II. — Recettes du budget communal d'Uturoa :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences.....	21.567 »
Total.....	21.567 »
Total de la perception.....	118.770 »
Total général.....	4.263.604 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 28 février 1967.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 490 CD du 15 février 1967 rendant exécutoire le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception de Tahiti, pour l'exercice 1967.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 4220 AA/F du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial pour 1967 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, de la perception de Tahiti, pour l'exercice 1967, s'élevant à la somme totale de : *Trois millions quatre cent soixante-quinze mille quatre cent soixante-dix francs (3.475.470.-)*, savoir :

PERCEPTION DE TAHITI**Rôle n° 1 - Exercice 1967.**

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.....	3.475.470 »
Total de la perception.....	3.475.470 »
Total général.....	3.475.470 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 28 février 1967.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 491 AE/CT du 15 février 1967 portant fixation de prix de vente de cigarettes, cigares et cigarillos.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 53-733 du 8 août 1953 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie un organisme d'achat et de vente des tabacs ;

Vu l'arrêté n° 331 AE du 25 février 1954 portant fixation des règles de fonctionnement du comptoir général d'achat et de vente des tabacs ;

Vu l'arrêté n° 332 AE du 25 février 1954 fixant la valeur de

la commission à attribuer aux représentants de marques de tabacs et de cigarettes ;

Vu les arrêtés n°s 831 AE du 13 juin 1952 et 1792 AE du 22 décembre 1953 portant réglementation de vente et de l'établissement des prix de vente des marchandises importées ;

Vu les arrêtés n°s 939 AE/CT du 23 mars 1966 et 4159 AE/CT du 14 décembre 1966 portant fixation et augmentation de prix de vente des cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs ;

La commission de surveillance des prix, consultée en sa séance du 26 mars 1954 ;

Sur avis de la commission permanente de contrôle des tabacs, consultée en ses séances des 15 janvier et 17 mars 1954, et du 16 novembre 1966 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 15 février 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le prix maximum de vente à Papeete des articles désignés ci-après est fixé comme suit :

Désignation	Prix de sortie du comptoir	Prix maximum de gros	Prix maximum de détail
CIGARETTES :			
Paquets-étuis boîtes de :			
Benson & Hedges 20	41.74	44.70	48. —
Benson & Hedges filtre 20	37.40	40. —	43. —
Consulate 20	36.52	39.10	42. —
Paxton 20	37.40	40. —	43. —

Désignation	Net grs.	Prix de sortie du comptoir	Prix maxi- mum de gros	Prix maxi- mum de détail
CIGARES & CIGARILLOS :				
Balmoral Reales l'unité	6.0	19.14	20.50	22. —
Balmoral Super Class x »	6.6	23.48	25.10	27. —
King Erik Cadet »	1.2	3.90	4.15	4.50
King Erik Club »	2.6	7.80	8.35	9. —
King Erik Royal »	3.1	9.56	10.25	11. —
Robt Burns Black Watch »	10.0	45.20	48.40	52. —

Art. 2.— Le prix maximum de vente au détail dans les archipels des articles désignés ci-après est fixé comme suit :

Désignation	Huahine Raiaatea Tahaa	Bora-Bora Maupiti Autres ISLV	Iles Australes	Tuamotu Gambier Marquises
CIGARETTES				
Paquets-étuis boîtes de :				
Benson & Hedges 20	53. —	53.75	57. —	64.25
Benson & Hedges filtre 20	47.50	48.25	51.25	57.50
Consulate 20	46.25	47. —	50. —	56.25
Paxton 20	47.50	48.25	51.25	57.50

Désignation	Net grs.	Huahine Raiaatea Tahaa	Bora-Bora Maupiti autres ISLV	Iles Australes	Tuamotu Gambier Marquises
CIGARES et CIGARILLOS :					
Balmoral Reales l'unité	6.0	24.25	24.75	26.25	29.50
Balmoral Super Class x »	6.6	29.75	30.25	32.25	36.25
King Erik Cadet »	1.2	4.95	5.05	5.40	6. —
King Erik Club »	2.6	9.90	10.10	10.70	12.10
King Erik Royal »	3.1	12.10	12.25	13.10	14.70
Robt Burns Black Watch »	10.0	57.25	58.25	61.75	69.50

Art. 3.— Les prix portés ci-dessus annulent ceux portés pour les dits articles dans les arrêtés n° 939 AE/CT et 4159 AE/CT sus-visés.

Art. 4.— Les marges bénéficiaires fixées par arrêtés n° 831 AE du 13 juin 1952 et 1792 AE du 22 décembre 1953 sus-visés sont abrogées en ce qui concerne les articles ci-dessus, sauf en ce qui concerne les îles du Vent.

Art. 5.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Jean SICURANI.

ARRÊTÉ n° 511 AA du 20 février 1967 modifiant et complétant l'arrêté n° 418 AA du 10 février 1967 relatif aux bureaux de vote pour les élections du représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 418 AA du 10 février 1967 relatif aux bureaux de vote pour les élections du représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Un troisième bureau de vote sera organisé à Pirae dans la nouvelle école.

Ce bureau de vote sera ouvert de 7 heures à 20 heures.

Art. 2.— Aux îles Australes et dans l'île de Raivavae, un bureau de vote sera installé à Vairu à la chefferie de ce district.

Ce bureau de vote sera ouvert de 7 heures à 17 heures.

Art. 3.— En ce qui concerne les atolls de Taenga et Nihuru, le bureau de vote sera installé à Nihuru.

Ce bureau sera ouvert de 7 heures à 17 heures.

Art. 4. — Le nombre total des bureaux de vote en Polynésie française pour le scrutin du 5 mars 1967 est ainsi porté à cent trente et un.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 20 février 1967.

Jean SICURANI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 4460 PEL du 30 décembre 1966. — Les agents de police des districts et des îles dont les noms suivent bénéficient des avancements d'échelons ci-après :

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

Teihotu Teriuhioioitemataroa, agent de police, 1re catégorie, 9e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 (Maino).
Domingo Edouard, agent de police, 5e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er octobre 1966 (Tiarei).
Fuller Robert, agent de police, 7e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Paea).
Taurua Mara, agent de police, 7e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Mahina).
Teauna Arouira, agent de police, 7e catégorie, 4e échelon, pour compter 1er avril 1966 (Arue).
Arapari Félix, agent de police, 3e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er septembre 1965 (Mahaena).
Teuira Puarai, agent de police, 5e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er septembre 1965 (Papenoo).

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES SOUS-LE-VENT

Mai Teivaariitainuu, agent de police, 3e catégorie, 11e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 — Tefarerii (Huahine).
Taumaa Tihoti, agent de police, 3e catégorie, 9e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Faaaha (Tahaa).
Tuarae Monoihere, agent de police, 2e catégorie, 9e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Maroe (Huahine).
Puarai Teihotu, agent de police, 2e catégorie, 6e échelon, pour compter du 1er avril 1966 — Faanui (Bora-Bora).
Teriitau Raitevao, agent de police, 2e catégorie, 6e échelon, pour compter du 1er avril 1966 — Vaitoare (Tahaa).
Hiro Duro, agent de police, 4e catégorie, 5e échelon, pour compter du 1er avril 1966 — Maeva (Huahine).
Terii Maurice dit Eri, agent de police, 3e catégorie, 5e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 (Maupiti).
Metua Roger, agent de police, 5e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 — Ruutia (Tahaa).
Nanua Topi Paul, agent de police, 3e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er avril 1966 — Fetuna (Raiatea).
Teriinatoofa Penioni, agent de police, 4e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 — Iripau (Tahaa).
Apoo Tetuanui, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon, pour compter du 19 avril 1966 — Anau (Bora-Bora).
Maruae Terii, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Hipu (Tahaa).

Ruroa Teretoma, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon, pour compter du 15 septembre 1966 — Fare (Huahine).
Teriitotoofa Rémy, agent de police, 4e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er décembre 1965 — Vaiaau (Raiatea).
Tetuanui Ataria, agent de police, 4e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er juin 1966 — Nunue (Bora-Bora).
Colombani Edouard, agent de police, 2e catégorie, 2e échelon, pour compter du 7 septembre 1966 — Parea (Huahine).
Degage André, agent de police, 2e catégorie, 2e échelon, pour compter du 7 septembre 1966 — Haapu (Huahine).
Fantuira Teieroa, agent de police, 2e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er août 1966 — Faie (Huahine).
Teriinatoofa Pierre, agent de police, 3e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er mars 1966 — Fitii (Huahine).

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES TUAMOTU-GAMBIER

Fauura Tagiteiho, agent de police, 4e catégorie, 13e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Anaa).
Mahuru Teratunui, agent de police, 1re catégorie, 7e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 (Manihi).
Richmond Hiti, agent de police, 3e catégorie, 7e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Kaukura).
Teveu Teapakura Tumuhema, agent de police, 3e catégorie, 7e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Hao).
Matehau Terautahi, agent de police, 2e catégorie, 6e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Tikehau).
Poarau Tokotokoimanaha, agent de police, 2e catégorie, 6e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Takume).
Tauraatua Daniel Teiho, agent de police, 3e catégorie, 6e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Niau).
Taurere Tepaiaha Marc, agent de police, 3e catégorie, 6e échelon, pour compter du 1er janvier 1965 (Takapoto).
Tote Ioane Mapu, agent de police, 1re catégorie, 5e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Fakahina).
Tuannu Tahiri Tuannu, agent de police, 1re catégorie, 5e échelon, pour compter du 1er janvier 1965 (Ahe).
Kinaiuri Mapu, agent de police, 1re catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Fangatau).
Mamae Teautunoa, agent de police, 3e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Fakarava).
Tugarue Tetogahuripapa Tepakahiranui, agent de police, 2e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Hikueru).
Hiti Tane Tuhani Raheva, agent de police, 1re catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er janvier 1965 (Vahitahi).
Ipu Karito, agent de police, 1re catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 (Reao).
Kotatino Teano Temano, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon : pour compter du 1er janvier 1965 (Tatakoto).
Mamatui Jacob, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er août 1966 (Tureia).
Roi Tu Tevero, agent de police, 1re catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er juillet 1966 (Arutua).
Tabeta Macario, Puava, agent de police, 3e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er mars 1965 (Kaehi).
Takotua Ahurau Piritua, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er mars 1965 (Katiu).
Takutua Tanehoaia, agent de police, 1re catégorie, 3e échelon pour compter du 1er janvier 1965 (Vairatea).
Teano Firipa, agent de police, 1re catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er janvier 1965 (Pukarua).

Teata Tara Mihaera, agent de police, 2e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er juillet 1965 (Faaité).

Maeva Tekou, agent de police, 1re catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er octobre 1966 (Tepoto).

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES MARQUISES

Barsinas Pakitete, agent de police, 5e catégorie, 10e échelon, pour compter du 1er avril 1965 — Vaitahu (Tahuata).

Kohueinui Puheputona, agent de police, 4e catégorie, 8e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Hanavave (Fatu-Hiva).

Keuvahana Antoine, agent de police, 5e catégorie, 7e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Hakahau (Ua-Pou).

Fournier François, agent de police, 3e catégorie, 4e échelon, pour compter du 1er mai 1966 — Vaipae (Ua-Huka).

Tata Rataro, agent de police, 4e catégorie, 3e échelon, pour compter du 1er janvier 1965 — Hakahetau (Ua-Pou).

Ah Lo Grégoire, agent de police, 4e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Hakamaii (Ua-Pou).

Puhetini Tohiamanihi, agent de police, 4e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Hatheu (Nuku-Hiva).

Tata Kouhoa, agent de police, 3e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er janvier 1966 — Taipivai (Nuku-Hiva).

Tanoa Tukitoua Jean, agent de police, 4e catégorie, 2e échelon, pour compter du 1er janvier 1965 — Puamau (Hiva-Oa).

Par décision n° 36 PEL du 6 janvier 1967.— M. Kaiha Siméon, engagé précédemment à l'essai en qualité d'agent de police temporaire, est nommé pour compter du 15 août 1966 agent de police du district de Hakahetau (Ua-Pou) et classé au 1er échelon de la 5e catégorie.

M. Kaiha Siméon prêtera le serment prévu par l'article 11 du statut des agents de police des districts.

M. Kaiha Siméon reste à la disposition du chef de la circonscription administrative des îles Marquises.

Imputation budgétaire : chap. 9, art. 3 du budget du territoire.

Par décision n° 37 PEL du 6 janvier 1967.— M. Pakaiti Tereporo, engagé précédemment à l'essai en qualité d'agent de police temporaire, est nommé pour compter du 1er novembre 1966 agent de police du district de Rikitea (Gambier) et classé au 1er échelon de la 4e catégorie.

M. Pakaiti Tereporo prêtera le serment prévu par l'article 11 du statut des agents de police des districts.

M. Pakaiti Tereporo reste à la disposition du chef de la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier.

Imputation budgétaire : chap. 9, art. 4 du budget du territoire.

Additif n° 44 PEL du 9 janvier 1967 à la décision n° 4407 PEL du 30 décembre 1966.— L'article 1er de la décision n° 4407 PEL du 30 décembre 1966 est complété comme suit :

II.— Corps des secrétaires d'administration

Après M. Lagarde William ajouter : Jurd Marcel.

Le reste sans changement.

Par décision n° 57 PEL du 10 janvier 1967.— Les bourses de formation professionnelle des élèves-maîtres et élèves-maîtresses du cours normal suivants, qui ont cessé, de leur propre initiative, de suivre leur scolarité professionnelle, sont supprimées pour compter du 19 septembre 1966 :

— Cours normal de Papeete :

- Huri Angèle
- Tematua Simone
- Arapari Justin
- Teriieroo Nathalie
- Manutahi Maraea
- Paari Patrice
- Teihotaata Marcel
- Tehei Nini.

Les intéressés qui ont rompu l'engagement qu'ils avaient signé de suivre leur scolarité professionnelle jusqu'à son terme et de servir pendant dix ans dans l'administration, sont tenus de rembourser au trésor la moitié des sommes qu'ils ont perçues au titre de leur formation professionnelle.

Par décision n° 62 PEL du 11 janvier 1967.— M. Aumérat Robert, secrétaire administratif de préfecture (corps latéral), précédemment en service à l'école de Mamao, est mis, pour compter du 1er janvier 1967, à la disposition du chef de la circonscription administrative des îles Tuamotu-Gambier pour servir en qualité d'agent spécial, en remplacement de M. Lagarde William, secrétaire d'administration appelé à d'autres fonctions.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 9, art. 4.

Par décision n° 71 PEL du 11 janvier 1967.— M. Lequerré Eric, inspecteur du trésor hors Métropole, chef du service de l'enregistrement, est chargé pour compter du 15 janvier 1967, et cumulativement avec ses fonctions actuelles, de l'intérim du chef du service des domaines et de la propriété foncière, du receveur des domaines et du conservateur des hypothèques pendant la durée du congé administratif de M. Pambrun Henri.

M. Lequerré aura droit à cet effet, et pour la durée de son intérim, à l'indemnité de rendement et de sujétions particulières instituée par l'arrêté n° 2965 FT du 30 novembre 1964 et afférents aux fonctions de chef du service des domaines, ainsi qu'à l'indemnité de caisse instituée par l'article 3 de l'arrêté n° 1486 FT du 11 juillet 1962 et afférente aux fonctions de receveur des domaines.

M. Pambrun Henri, inspecteur central des impôts C.E., chef du service des domaines, receveur des domaines et conservateur des hypothèques, en instance de départ en congé, est placé, pour compter du la même date, dans la position de sans gestion avec affectation au service des domaines jusqu'au jour de son départ en congé.

Par décision n° 76 PEL du 12 janvier 1967.— L'adjudant-chef Buisson Gabriel, embarqué à Paris le 21 décembre 1966 sur l'avion de la compagnie UTA et arrivé à Papeete le 22 décembre 1966, est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir à l'hôpital de Papeete.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 23, art. 2.

Par décision n° 77 PEL du 12 janvier 1967.— Le médecin-capitaine Spaletta Jean, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 21 décembre 1966 et arrivé à Papeete le

22 décembre 1966, est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir au centre de protection maternelle et infantile à Papeete.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 23, art. 2.

Par décision n° 78 PEL du 12 janvier 1967.— Le médecin-capitaine Astary Jean-Claude, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 21 décembre 1966 et arrivé à Papeete le 22 décembre 1966 est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir en qualité de médecin-adjoint au médecin-chef de la circonscription administrative des îles Marquises avec résidence à Atuona (Hiva-Oa), en remplacement du médecin-capitaine Ferrez Michel appelé à d'autres fonctions.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 4191, article 11.

Par décision n° 79 PEL du 12 janvier 1967.— Le médecin-capitaine Ferrez Michel, médecin-adjoint à la circonscription administrative des îles Marquises, est affecté à la circonscription administrative des îles Tuamotu-Gambier en qualité de médecin-adjoint au médecin-chef, en remplacement du médecin-capitaine Bagnis Raymond, rapatriable en fin de séjour.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 4191, article 11.

Par décision n° 103 PEL du 16 janvier 1967.— Des réquisitions de passage et bagages Papeete-Nouméa, en 1re classe, sur l'avion de la compagnie UTA quittant Papeete le 20 janvier 1967, sont accordées à M. Thenoz Constant, médecin-chef du service de santé en Polynésie française, indice net 650, groupe I, affecté à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), pour servir en qualité de directeur du service de santé et d'hygiène publique de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

M. le médecin-colonel Thénos voyage seul.

Par arrêté n° 125 PEL du 18 janvier 1967.— M. Valy Maurice, administrateur des affaires d'outre-mer de 7e échelon, est nommé, pour compter du 1er janvier 1967, chef de la délégation de la Polynésie française à Paris, en remplacement de M. Vernhet Georges, administrateur en chef des affaires d'outre-mer.

Rectificatif n° 145 PEL du 19 janvier 1967 à la décision n° 57 PEL du 10 janvier 1967.— L'article 1er de la décision n° 57 PEL du 10 janvier 1967 est rectifié comme suit :

Au lieu de :

Cours normal de Papeete

- Teriieroo Nathalie
- Manutahi Maraea
- Paari Patrice
- Tehei Nini.

Lire :

Cours normal d'Uturoa

- Teriieroo Nathalie
- Manutahi Maraea
- Paari Patrice
- Tehei Nini.

Le reste sans changement.

Par décision n° 183 PEL du 24 janvier 1967.— M. Heuea Tavi, Désiré, engagé précédemment à l'essai en qualité d'agent de police temporaire, est nommé pour compter du 1er mars 1967 agent de police du district de Avatoru (Rangiroa) et classé au 1er échelon de la 5e catégorie.

M. Heuea prêtera le serment prévu par l'article 11 du statut des agents de police des districts.

M. Heuea reste à la disposition du chef de la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 9, art. 4.

Par décision n° 209 PEL du 25 janvier 1967.— M. Royol Jean, instituteur de 8e échelon du cadre latéral des instituteurs, indice 320, embarqué à Paris Orly le 6 janvier 1967 et arrivé dans le territoire par avion de la compagnie UTA le 7 janvier 1967, est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir à l'école de Papetoai (Moorea).

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 41-91, article 11.

Par décision n° 243 PEL du 26 janvier 1967.— M. Wong Fat Emile, inspecteur des impôts, volontaire de l'aide technique, embarqué à Paris Orly le 18 janvier 1967 et arrivé à Papeete le 19 janvier 1967 par avion de la compagnie UTA, est mis à la disposition du directeur de l'office du tourisme.

M. Wong Fat Emile sera rémunéré de la façon suivante :

1°) Depuis la date de son incorporation au service de l'aide technique, le 9 janvier 1967, jusqu'à celle de son départ outre-mer le 18 janvier 1967, incluse, il percevra une indemnité journalière de 15 francs métropolitains.

2°) A compter du 19 janvier 1967, il percevra :

- une indemnité mensuelle de 1200 francs métropolitains ;
- s'il ne bénéficie pas d'un logement meublé, une indemnité mensuelle de 200 francs métropolitains.

Dépense imputable au budget de l'office du tourisme.

Par arrêté n° 247 PEL du 27 janvier 1967.— Mme Bataille Marguerite, commis de 5e échelon, catégorie D, du corps des commis du cadre territorial, placée précédemment en position de disponibilité sans traitement, est réintégrée dans les cadres à compter du 12 janvier 1967.

Pour compter de la même date, Mme Bataille Marguerite est mise à la disposition du chef du service de santé, pour servir à la direction du service de santé — Imputation budgétaire : budget local, chapitre 23-1.

Par arrêté n° 248 PEL du 27 janvier 1967.— Est élevé à l'échelon supérieur de son grade (catégorie B) le contrôleur des postes et télécommunications du cadre territorial de la Polynésie française dont le nom suit :

Du 1er au 2e échelon — échelle 1 B — indice 200

Thunot Yves pour compter du 25 septembre 1966.

Par arrêté n° 249 PEL du 27 janvier 1967.— Mme Winkler Henriette, commis de 4e échelon du cadre territorial, catégorie D, précédemment en position de congé pour affaires personnelles, est placée en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 1967.

Par arrêté n° 270 PEL du 30 janvier 1967.— M. Teihotaata Alfred, instituteur stagiaire du corps des instituteurs du cadre territorial, est titularisé au 1er échelon de son grade et promu au 2e échelon, indice 170, du grade d'adjoint de la catégorie B, du corps des instituteurs et institutrices du cadre territorial, pour compter du 17 septembre 1966.

Par décision n° 275 PEL du 30 janvier 1967.— M. Minot Bernard, instituteur, volontaire de l'aide technique, embarqué à Paris Orly le 25 janvier 1967 et arrivé à Papeete le 26 janvier 1967 par avion de la compagnie UTA, est mis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir à l'école de Rikitea (Gambiers).

M. Minot Bernard sera rémunéré de la façon suivante :

1°) Depuis la date de son incorporation au service de l'aide technique le 14 janvier 1967 jusqu'à celle de son départ outre-mer, le 25 janvier 1967, incluse, il percevra une indemnité journalière de 15 francs métropolitains.

2°) A compter du 26 janvier 1967, il percevra :

- une indemnité mensuelle de 1200 francs métropolitains ;
- s'il ne bénéficie pas d'un logement meublé, une indemnité mensuelle de 200 francs métropolitains.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 25, art. 2.

Additif n° 283 PEL du 30 janvier 1967 au rectificatif n° 145 PEL du 19 janvier 1967.— Le rectificatif n° 145 PEL du 19 janvier 1967 est complété comme suit :

Cours normal d'Uturoa

Après Paari Patrice ajouter : Teihotaata Marcel.
Le reste sans changement.

Par décision n° 284 PEL du 31 janvier 1967.— Le sergent-chef Cottret Bernard, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 6 janvier 1967, et arrivé à Papeete le 7 janvier 1967, est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir à la pharmacie d'approvisionnement à l'hôpital de Papeete.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 23, art. 14.

Par arrêté n° 298 PEL du 31 janvier 1967.— M. Poyet Ernest, médecin-colonel hors cadres, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 6 janvier 1967, et arrivé à Papeete le 7 janvier 1967, est nommé, pour compter du 15 janvier 1967, chef du service de santé de la Polynésie française, en remplacement du médecin-colonel Thénos Constant, affecté à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Dépense imputable au budget de l'Etat : chap. 4191, art. 11.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par décision n° 273 AA du 30 janvier 1967.— Les médecins désignés ci-après sont habilités à procéder à la visite médicale des postulants à l'acquisition de la nationalité française :

- le médecin-commandant Rehm, médecin-chef des îles Marquises à Taiohae, en remplacement du médecin-capitaine Casteran,

- le médecin-capitaine Gréciet, médecin-chef des îles Australes à Mataura, en remplacement du médecin-lieutenant Etcheparre,
- le médecin-capitaine Sala, médecin-chef des îles Sous-le-Vent, à Uturoa, en remplacement du médecin-capitaine Rougier.

Les médecins susnommés devront avoir prêté serment à cet effet devant la section du tribunal de première instance de Papeete à Uturoa en ce qui concerne le médecin-capitaine Sala, et par écrit soumis à l'entérinement du tribunal supérieur d'appel de Papeete en ce qui concerne le médecin-commandant Rehm et le médecin-capitaine Gréciet.

La présente décision modifie celle du 27 novembre 1964.

* * *

AVIATION CIVILE — DIRECTION

Par décision n° 147 AC/DIR du 19 janvier 1967.— M. de Lachapelle Jacques, ingénieur en chef du corps autonome des travaux publics, chef du service de l'infrastructure aéronautique, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la direction du service de l'aviation civile en Polynésie française pendant la durée de la mission de M. Augustin Henri, directeur du service de l'aviation civile.

La présente décision prendra effet à compter du 18 janvier 1967.

* * *

CABINET

Par arrêté n° 250 CAB du 27 janvier 1967.— L'article 1er de l'arrêté n° 434 CAB du 9 février 1966 est modifié comme suit :

b) Conseillers municipaux représentant la commune de Papeete

MM. Georges Pambrun, maire de Papeete
Adolphe Agniéray, 3e adjoint au maire
Antoine Colombani, conseiller municipal, membre suppléant
René Jouette, conseiller municipal.

c) Représentants de la chambre de commerce et d'industrie

MM. Robert Hervé
Charles Poroi.

Le reste sans changement.

* * *

CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Par décision n° 358 CG du 3 février 1967.— Un secours de cinquante mille francs CP (50.000 CFP) est accordé à M. Tapututahiata.

Un secours de cinquante mille francs CP (50.000 CFP) est accordé à M. Williams Voirin dit « Taro ».

La dépense est imputable au budget territorial, chapitre 46, article 4 - gestion 1967.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 213 EJA du 25 janvier 1967.— Pour compter du 19 septembre 1966, M. Gauthier Pierre est autorisé à enseigner dans les classes du second degré (1er et 2e cycles) du collège La Mennais.

Par décision n° 214 E/LA du 25 janvier 1967.— Pour compter du 26 octobre 1966 M. Boulanger Raymond Pierre (religieux) est autorisé à enseigner dans les classes du second degré (1er et 2e cycles) au collège La Mennais.

Par décision n° 215 E/LA du 25 janvier 1967.— Pour compter du 26 octobre 1966, M. Rivière Michel (religieux) est autorisé à enseigner dans les classes du second degré (1er et 2e cycles) au collège La Mennais.

AVIS OFFICIELS

RECTIFICATIF AU RÈGLEMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE DE PAPEETE

L'article 5 H (bis) paru à la page 123 du Journal Officiel n° 5 du 15 février 1967 doit être considéré comme nul et non avenu.

INDICE DU COUT DE LA VIE au 1^{er} février 1967.

Application de l'arrêté n° 2527 AE du 3 août 1966 :

	55 % Alimen- tation	15 % Habillem- ent et linge de maison	15 % Entretien et frais divers	15 % Loyer	Indice général de variation
au 1 ^{er} août 1966 :	100	100	100	100	100
au 1 ^{er} fév. 1967 :					
Indice partiel	92,47	103,62	105,77	103,18	
Indice partiel pondéré...	50,85	15,54	15,86	15,47	97,72

RECTIFICATIF

Concernant l'enquête de commodo et incommodo formulée par M. Tsu Tching Pi Yen n° c.i. 7315 et publiée au journal du 15 janvier 1967.

Au lieu de :

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte pendant 15 jours à compter du 15 janvier 1967.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 janvier 1967.

Lire :

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte pendant 30 jours à compter du 15 janvier 1967. L'enquête dont il s'agit sera close le 15 février 1967. Le reste sans changement.

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française

portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 30 jours à compter du 1^{er} mars 1967, sur une demande formulée par M. Gooding Raymond, demeurant à Pirae, (route du Royal Tahitien), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de menuiserie à Papeete (route du bain Loti) sur la parcelle de terre "Paura" (Pté Jean Roy Bambridge).

Cette installation comprendra :

- 1 combiné de marque "Guillet & Fils" R.D. 410 de 4 CV
- 1 raboteuse de marque "Delta" 4 CV
- 1 toupie de marque "Guillet & Fils" de 4 CV
- 1 mortaiseuse à chaîne de marque "Stiren" de 2 CV
- 2 scies à ruban de marque "Delta" de 1 CV
- 1 scie circulaire de marque "Delta" de 1 CV
- 1 tronçonneuse de marque "Delta" de 3 CV.

Cette installation est classée dans la 2^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 mars 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 20 février 1967

Pour le gouverneur et par délégation

*Le chef du service des travaux
publics et des mines,
A. ELLACOTT.*

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 1^{er} mars 1967, sur une demande formulée par M. Conrad Thiemme, demeurant à Paopao Moorea, en vue d'obtenir l'autorisation de transférer son atelier mécanique et d'y installer un groupe électrogène marque "Diésel" de 13 KVA sur le lot n° 2 de la propriété Chamerlat à Paopao Moorea.

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 mars 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 20 février 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,
A. ELLACOTT.*

ENQUÊTE "de comodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de comodo et incommodo" est ouverte pendant 15 jours à compter du 1^{er} mars 1967, sur une demande formulée par M. Aromaiteraï Tahī, demeurant à Papara P.K. 39, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène, marque "Lister", puissance 4,5 KVA à Papara P.K. 39 (route de la carrière de Papara).

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 mars 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 21 février 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux
publics et des mines,*

A. ELLACOTT.

ENQUÊTE "de comodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de comodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} mars 1967, sur une demande formulée par M. René Lebouche, président de l'Amicale des Anciens Elèves et Amis de l'Ecole des Frères, demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 8 KVA sur la propriété de la Mission catholique à Paea P.K. 22.

Cette installation est classée dans la 3^e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 mars 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 21 février 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,*

A. ELLACOTT.

COURS DES CHANGES
pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVISES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	90, 01
CANADA.....	1 dollar canadien	83, 19
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0, 42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7, 18
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	22, 64
AUTRICHE.....	1 schilling	3, 48
BELGIQUE.....	1 franc belge	1, 80
DANEMARK.....	1 couronne danoise	12, 98
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	251, 18
ITALIE.....	100 lires	14, 38
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12, 57
PAYS-BAS.....	1 florin	24, 91
PORTUGAL.....	1 escudo	3, 12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17, 42
SUISSE.....	1 franc suisse	20, 74
TCHECOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	17, 74
MAROC.....	1 dirham	170, 98
TUNISIE.....	1 dinar	100, 26
AUSTRALIE.....	1 dollar	15, 71
HONG-KONG.....	1 dollar	—
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	249, 46
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete, le 15 février 1967, les associés de la société à responsabilité limitée « COMPTOIR TAHITIEN DES TEXTILES MANUFACTURES » (COTTEXMA), au capital de 100.000 francs CP, dont le siège est à Papeete, Passage du Vaima, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 164-B du registre analytique, ont, à compter du 15 février 1967, transformé ladite société en société en nom collectif par application de l'article 30 du décret du 27 mars 1929 et de l'article 19 des statuts.

Cette transformation n'a pas entraîné la création d'un être moral nouveau.

Aucune modification n'a été apportée à l'objet de la société, à sa durée ni à son capital.

Le siège social est demeuré fixé à Papeete, Passage du Vaima.

La dénomination sociale de « COMPTOIR TAHITIEN DES TEXTILES MANUFACTURES » (COTTEXMA) a été conservée, et il y a été ajouté la raison sociale de « FOLLIOU de FIERVILLE & Cie ».

La société, sous sa nouvelle forme, demeure gérée par Monsieur Claude FOLLIOT de FIERVILLE, imprimeur sur tissus, demeurant à Faaa, liendit Auae, déjà gérant unique de la société sous sa forme à responsabilité limitée.

Le gérant jouit vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 24 février 1967.

Pour extrait et mention :

M. Lejeune, *notaire*.

Le 9 avril 1967 il a été déclaré au gouverneur, chef du territoire, conformément à l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901, une association dénommée "ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LOTISSEMENT PAPEETE-NUI", ayant pour objet :

- 1^o) — L'entretien des voies privées créées dans le lotissement "PAPEETE-NUI" ainsi que de toutes parties communes de ce lotissement telles que le réseau électrique et les canalisations d'eau potable.
- 2^o) — La répartition des charges d'entretien entre les membres de l'association.
- 3^o) — Et, d'une manière générale, la défense des intérêts communs des propriétaires de lots.

Et dont le siège a été fixé à Papeete, rue Dumont d'Urville, lotissement PAPEETE-NUI.

Pour avis,

le président : R. POIRIER.

Etude de Me Gérard COPPENRATH, Avocat - Défenseur.

PURGE D'HYPOTHEQUES LÉGALES

Notification a été faite à la requête de M. Jean SICURANI, Gouverneur de la Polynésie française, pour lequel domicile est élu 4 rue du Cdt. Destreméau à Papeete en l'Etude de Me Gérard COPPENRATH, Avocat-Défenseur près les Tribunaux de Papeete, suivant exploit de Me MAL, Huissier, enregistré, à Monsieur le Procureur de la République en son parquet au Palais de Justice à Papeete de l'expédition d'un acte en la forme administrative en date du 10 janvier 1967, enregistré, contenant cession au profit du Territoire de la Polynésie Française du lot n° 42 du lotissement AFARERII sis à Pirae d'une superficie de 471 mètres carrés et d'une construction y édifiée, d'une valeur respective de 471.000 et 220.000 francs, avec déclaration à Monsieur le Procureur de la République que ladite notification lui était ainsi faite conformément à l'art. 2194 du Code Civil pour qu'il eut à prendre telles inscriptions d'hypothèques légales qu'il aviserait dans le délai de deux mois et que faute par lui de ce faire dans le délai, les immeubles dont s'agit seraient et demeureraient définitivement purgés et libérés entre les mains du requérant, de toutes hypothèques de cette nature.

Avec déclaration en outre à M. le Procureur de la République que les anciens propriétaires du lot n° 42 du domaine d'AFARERII étaient : 1) Monsieur Lucien LAMBERT, chef de chantier demeurant à Pirae et son épouse Madame Matairai Teritau CUMMING, 2) la Société Civile AFARERII, ayant son siège à Papeete, 3) Monsieur Roger GUILPAIN, Avocat - Défenseur, et son épouse née Rose MALARDE, de-

meurant à Auae, Faaa, 4) Monsieur Bernard RAYNAUD ingénieur agricole et son épouse née Mireille PAOLETTI, demeurant à Montesson, Seine et Oise.

Et que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions d'hypothèques légales n'étant pas connus du requérant, il ferait publier ladite notification dans un des journaux d'annonces légales du Territoire.

Gérald COPPENRATH,

Avocat - Défenseur.

Etude de M^r G. COPPENRATH

Avocat-Défenseur

Assistance judiciaire

(Décision du 11/7/66)

D'un jugement rendu par défaut entre les parties par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 21 octobre 1966, enregistré et signifié.

Entre : Monsieur Claude Teraï AMARU, demeurant à Papetoai, Moorea, *nanti de l'Assistance Judiciaire*, ayant M^r COPPENRATH, pour Avocat-Défenseur.

Et : Madame Toi a Maupi TAUPO, demeurant à Papetoai, Moorea.

Il appert que le divorce d'entre les époux AMARU-TAUPO a été prononcé aux torts de l'épouse.

Pour extrait :

G. COPPENRATH.

Aux termes d'un acte s.s.p. en date à Papeete du 20 janvier 1967, enregistré à Papeete le 26 janvier 1967, Volume 73, Folio 71, N° 1186, il a été formé entre Mr Richard CHOLET, commerçant, demeurant à Arue P.K. 4.9 ; et Mr Georges CHOLET employé de commerce, demeurant à Fariipiti, une société en nom collectif ayant pour objet toutes opérations commerciales se rattachant à l'achat et à la vente de toutes marchandises en général, ainsi que toutes opérations industrielles ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

La raison sociale est "Richard CHOLET & C^{ie}". La durée est fixée à vingt années à compter du 1^{er} janvier 1967. Le siège social est à Arue P.K. 4.9. La signature sociale appartient à chacun des associés avec les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

Les associés ont fait apport à la société, savoir :

Mr Richard CHOLET, de son fonds de commerce sis à Arue P.K. 4.9 suivant bilan dressé le 31 décembre 1966 comprenant tous les éléments de l'actif et du passif à cette date, tels que détaillés dans l'acte constitutif de la société, duquel bilan il ressort que le capital souscrit est de 2.000.000 de frs

Mr Georges CHOLET, d'une somme de 1.707.476 frs en espèces et partie de son dépôt figurant au bilan indiqué ci-dessus, soit 292.524 frs, au total 2.000.000 de frs

Ensemble, constituant le capital social 4.000.000 de frs

Deux originaux des statuts ont été déposés au greffe des tribunaux de Papeete, le 15 février 1967.

Un gérant
Richard CHOLET.

Etude de M^{es} R. GUILPAIN et S. LEGRAS
Avocats-défenseurs
Papeete

D'un Arrêt contradictoire rendu le 3 juin 1965 par le Tribunal Supérieur de la Polynésie Française, enregistré et signifié, et d'un avis de rejet de pourvoi émanant de la Cour de Cassation de Paris.

Entre : Monsieur Louis MUGNIER, demeurant à Faaa, ayant domicile élu en le cabinet de M^{es} GUILPAIN et LEGRAS, avocats-défenseurs,

Et : Madame Charlotte CHAPPUIS, demeurant, 3 Rue du Docteur d'Hauteville à JUAN-les-PINS (A.M.).

Il appert que le divorce d'entre les époux : MUGNIER-CHAPPUIS a été prononcé aux torts réciproques.

Pour extrait :
S. LEGRAS.

Etude de M^e R. E. BAMBRIDGE
Avocat-Défenseur

D'une requête datée du 26 janvier 1967, il appert que Monsieur Armando Gaston CLAVEL, fonctionnaire, demeurant à Papeete, et son épouse née Madame Lucie Odette HENRY, gérante de société, demeurant à Faaa, ont sollicité du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete l'homologation du régime de séparation de biens qu'ils sont convenus d'adopter selon acte reçu par M^e LEJEUNE notaire à Papeete le 23 août 1966.

Pour extrait :
R. E. BAMBRIDGE.

Etude de M^e A. RICHECŒUR, Avocat-Défenseur
à Papeete

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le sept octobre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié,

Entre : M. Gabriel Christian SARGENTI, dessinateur en bâtiment, demeurant à Taravao et ayant domicile élu en l'Etude de M^e A. RICHECŒUR, avocat-défenseur,

d'une part ;

Et : M^{me} Liliane Marguerite REUTELER, demeurant à Papeete,

d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux SARGENTI-REUTELER à leurs torts et griefs réciproques.

Pour extrait :
A. RICHECŒUR.

Etude de M^e Jean SOLARI, Notaire à Papeete

Société RAFFIN & Cie

Société en nom collectif
Capital : 2.000.000 de francs
Siège : PAPEETE

Suivant acte reçu par M^e Jean SOLARI, notaire à Papeete, les 3 et 31 janvier 1967, Monsieur Yannick RAFFIN, agent d'assurance, demeurant à Papeete, époux de Madame Florence TEMARII, a cédé et transporté à Monsieur Jean Gilbert DIEZ, directeur de société, demeurant à Arue, divorcé non remarié de Madame Anne-Marie SEYRES, cinquante parts d'intérêts numérotées 51 à 100 dans la société en nom collectif existant entre lui et Messieurs Paul et Frédéric LEREBOURS, sous la raison sociale RAFFIN & Cie, et ayant son siège à Papeete.

Il a été convenu :

Qu'au moyen de ladite cession, Monsieur DIEZ serait propriétaire des droits cédés à compter dudit jour.

Messieurs Paul et Frédéric LEREBOURS, intervenant audit acte, ont déclaré accepter Monsieur DIEZ comme associé.

Comme conséquence de cette cession, les associés ont décidé de modifier l'article 7 des statuts.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Papeete, le 17 février 1967.

Pour extrait et mention :

Jean SOLARI
Notaire.

Etude de Maître Jean SOLARI, - Notaire.

VILLIERME ET TETUANUI

Société en Nom Collectif
Capital : 10.500.000 Frs
Siège : Rue Bréa

Suivant acte reçu par Me Jean SOLARI, notaire à PAPEETE, le 9 Février 1967, il a été constitué, entre :

Monsieur Henri Etienne Marc Jean dit "Riquet" VILLIERME, armateur, époux de Madame Marcelline Jeanne Teumere HUGON, demeurant à MAHINA.

Et Monsieur Paul TETUANUI, armateur, célibataire, demeurant à PAOPAO (Moorea),

Sous la raison sociale "VILLIERME ET TETUANUI", une société en nom collectif au capital de 10.500.000 Fr, ayant son siège à PAPEETE, Rue Bréa, et pour objet : la construction, l'achat, l'armement, l'affrètement, l'exploitation, la location et la vente de tous navires et bateaux, plus particulièrement du navire à moteurs, destiné à la navigation au bornage, qui sera dénommé "MAIRE", en cours de construction pour le compte de la société, et devant faire l'objet de la recette, après essai, au sens de l'article 6 de la loi du 3 janvier 1967 ; la création, et l'exploitation sous toutes ses formes de toutes lignes de navigation ou tous services maritimes et de transports, notamment entre l'île de

Tahiti et l'île de Moorea; les opérations commerciales de transports et de navigation se rattachant aux affaires de frêt. La durée de la société a été fixée à 50 années, à compter du premier janvier 1967. Les associés ont effectué uniquement des apports en numéraires. La société est administrée par Monsieur Henri VILLIERME, en qualité de gérant unique, qui a seul la signature sociale, et jouit vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

La société ne sera pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé; en cas de décès, elle continuera entre l'associé survivant et les héritiers ayants-droit de l'associé prédécédé et éventuellement son conjoint survivant commun en biens. Il a en outre été stipulé qu'en cas de cession de parts d'intérêt à un tiers, le cédant ne demeurerait responsable que du passif antérieur à la publication de la cession dans un journal d'annonces légales et que le cessionnaire serait seulement responsable du passif postérieur à cette publication.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées le 22 Février 1967 au Greffe des Tribunaux de PAPEETE.

Pour extrait et mention :

J. SOLARI - Notaire.

TRANSFERT DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte s.s.p. en date à Papeete du 23 janvier 1967, enregistré à Papeete (Ile Tahiti) le 24 janvier 1967 Vol. 73 F° 70 N° 1160 Monsieur WONG Youn Fai c.i. N° 5.856, demeurant à Papeete, a transféré au nom de son fils M^r VON Robert, son fonds de commerce de négociant et autres, exploité sous l'enseigne commerciale "WING CHONG" sis à Papeete, 305, rue du 22 Septembre 1914.

La prise de possession a été fixée au 1^{er} janvier 1967.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion, et seront reçues au siège du fonds cédé où domicile a été élu à cet effet.

Pour deuxième insertion :

VON Robert.

GERANCE LIBRE

Suivant acte sous seings privés en date à Papeete du 3 février 1967, Monsieur Roger Pierre PELLEGRIN, loueur de fonds de commerce, demeurant à Faava, route des Maraichers, a confié en gérance libre à Monsieur Gaspard Tamaui COPPENRATH, gérant, demeurant à Papeete, le fonds de commerce de "restaurant, débit de boisson de tous genres à consommer sur place", exploité à Papeete, rue Clappier, et connu sous le nom "Le Tamure" inscrit sur le registre de commerce de Papeete sous le n° 2.506 A et la licence de 4^{ème} classe y attachée.

Ce contrat de gérance libre est accepté et consenti pour une durée de trois mois à compter du 1^{er} janvier 1967 et renouvelable par tacite reconduction par période de même durée.

En conséquence, toutes les charges afférentes à l'exploita-

tion du fonds et notamment le paiement des marchandises seront supportées par Monsieur COPPENRATH sus-nommé.

Pour unique insertion.

ANNONCES DIVERSES

AMICALE DES ANCIENS DU BATAILLON DU PACIFIQUE ET DU B.I.M.P.

Comité directeur 1966-1967 élu à l'assemblée générale constitutive qui s'est tenue à la mairie de Papeete le 10 décembre 1966.

MM. Louis GRAFFE	: Président
Walter GRAND	: 1 ^{er} Vice-président
André DOUCET	: 2 ^e Vice-président
Max NOBLE	: Secrétaire général
Alexandre WOHLER	: Secrétaire adjoint
Taero TAAREA	: Trésorier
Jean TEMATUA	: Trésorier adjoint
Paul MOE	: Assesseur
Willam GRAND	: »
Calixte JOUETTE	: »
Frédéric TEFAAFANA	: »
Pierre GALENON	: »

Commissaires aux comptes : Alphonse HOLLANDE - Raymond LEHARTEL - John MARTIN.

Le président,

L. GRAFFE.

BANQUE DE L'INDOCHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

SITUATION au 31 janvier 1967 de la Succursale de la Banque de l'Indochine à Papeete.

ACTIF

PASSIF

Avoirs extérieurs 2.525.228.098	»	Billets en circulation.....	1.422.326.305	»
Compte courant du trésor.....	»			
Avance statutaire au Gouvernement.....	1.000.000	»	Comptes courants, dépôts et créditeurs divers	1.681.325.549 69
Avances locales et portefeuille.	506.893.789	»		
Succursales et Agences	1.335.425	»	Correspondants.	2.805.550 96
Comptes d'ordre et divers	398.450.927 87		Comptes d'ordre et divers	326.450.834 22
	3.432.908.239 87			3.432.908.239 87

Papeete, le 21 février 1967.

Le Directeur de la Succursale :

Jacques de la ROCQUE.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Budget - Exercice 1967

400 fr. l'exemplaire

Calendrier pour l'année 1967

Prix en feuille : 10 fr.

Nomenclature douanièresuivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 400 frs

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

Note

sur la préparation de la vanille.

Prix broché : 40 francs

Réglementationdes marchés administratifs de toute nature passés au
nom du territoire de la Polynésie française.

Prix : 100 francs.

Enseignement maritimeProgramme des examens de la marine marchande.
(Arrêté n° 1608/MM du 30 juin 1965)

Prix broché : 60 francs

Code de la route

Prix broché. — Bilingue : 60 francs

Code des douanes

Prix broché : 50 francs

Code du travail

Prix de la brochure : 100 francs

Statistiques douanières

Année 1965 — Prix : 300 francs

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961) (Réimpression)

Prix : 60 francs.

Arrêté Municipal n° 9réglementant la circulation et le stationnement
sur le territoire
de la commune de Papeete

Prix : 20 francs